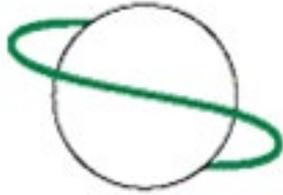


FONDS POUR L'ENVIRONNEMENT MONDIAL



Burkina Faso
Unité – Progrès- justice



*Empowered lives.
Resilient nations.*

RAPPORT PROVISoire

EVALATION FINALE DU SOUS PROGRAMME BOUCLE DU MOUHOUN DU PROGRAMME NATIONAL DE PARTENARIAT POUR LA GESTION DES TERRES AU BURKINA FASO (CPP)



**KABORE BILA ROGER
OUATTARA GUSTAVE**

Février 2018

TABLE DES MATIERES

SIGLES ET ABREVIATIONS	5
RESUME EXECUTIF	9
1.INTRODUCTION.....	ERROR! BOOKMARK NOT DEFINED.
2. CONTEXTE DE DEVELOPPEMENT ET DESCRIPTION DU PROJET	17
2.1.CONTEXTE DE DEVELOPPEMENT	17
2.1.1.SITUATION GEOGRAPHIQUE	17
2.1.2. SITUATION DEMOGRAPHIQUE	17
2.1.3.PROFIL ENVIRONNEMENTAL	18
2.1.4CONTEXTE D'EXECUTION DU CPP	19
2.2. DESCRIPTION DU SOUS-PROGRAMME CCP BOUCLE DU MOUHOUN	21
3- APPROCHE METHODOLOGIQUE DE L'EVALUATION.....	23
4.- CONSTATS, ANALYSES ET RESULTATS	24
4.1.ANALYSE DU CADRE DE FORMULATION, DU CADRE LOGIQUE ET DU DISPOSITIF DE MISE EN ŒUVRE DU SOUS-PROGRAMME	24
4.1.1. ANALYSE DU PROCESSUS DE FORMULATION DU SOUS-PROGRAMME	24
4.1.2. ANALYSE DE LA STRATEGIE DE MISE EN ŒUVRE ET DE GESTION DU SOUS-PROGRAMME	25
4.1.3. ANALYSE DU DISPOSITIF DE COORDINATION DU SOUS-PROGRAMME.....	25
4.1.4.ANALYSE DU CADRE LOGIQUE DU SOUS-PROGRAMME.....	26
4.1.5. DE LA MISE EN ŒUVRE DES PROPOSITIONS DE L'EVALUATION A MI-PARCOURS SUR LE CADRE LOGIQUE	31
4.1.6.ANALYSE DU DISPOSITIF DE SUIVI-EVALUATION ET DE RAPPORTAGE	32
4.1.6.1.Etat de réalisation des actions de suivi-évaluation.....	32
4.1.6.2.Les résultats obtenus en matière de suivi-évaluation.....	33
4.2. EXECUTION TECHNIQUE DU SOUS-PROGRAMME	35
4.2.2.1. RESULTAT N°1: LA PLANIFICATION DE L'UTILISATION DES TERRES, LA COORDINATION ET LES PARTENARIATS POUR LA GDT SONT ETABLIS DANS LA REGION DU MOUHOUN.	38
4.2.2.2. RESULTAT N°2 : LA DECENTRALISATION DES FONCTIONS DE GDT/GRN EST EFFECTIVE	39
4.2.2.3. RESULTAT N°3 : LES MEILLEURES PRATIQUES DE GDT ET DE MISE EN VALEUR DES SOLS SONT LARGEMENT PROMUES ET VULGARISEES A TRAVERS LA REGION DE LA BOUCLE DU MOUHOUN	40
4.2.2.4. RESULTAT N°4 : LA GESTION DU SOUS-PROGRAMME EST ASSUREE DE MANIERE RENTABLE ET ADAPTEE	43
4.3. EXECUTION FINANCIERE DU SOUS-PROGRAMME.....	44
4.3.1. FINANCEMENT DU SOUS-PROGRAMME	44
4.3.2 TAUX D'EXECUTION FINANCIERE DU SOUS-PROGRAMME.....	45

4.4.PERFORMANCESDU SOUS-PROGRAMME SELON LES CRITERES MAJEURS EN MATIERE D'EVALUATION	46
4.4.1. LA MESURE DE LA PERTINENCE DU SOUS-PROGRAMME.....	46
4.4.2. MESURE DU DEGRE DE PRISE EN COMPTE DU GENRE	48
4.4.3. LA MESURE DE L'EFFICACITE DU SOUS-PROGRAMME.....	49
4.4.4. LES EFFETS ET IMPACTS DU SOUS-PROGRAMME	51
4.4.4.1. Les effets et impacts des activités de DRS/CES sur les productions végétales	51
4.4.4.2 Les effets et impacts des activités du sous-programme sur les productions animales	53
4.4.4.3.Les effets et impacts des activités du sous-programme sur l'environnement	54
4.4.4.4.Notation selon le critère majeur « Effets/Impacts ».....	55
4.4.5.LA MESURE DE LA DURABILITE DU SOUS-PROGRAMME BMN	56
4.4.6.MESURE DE L'EFFICIENCE DU SOUS-PROGRAMME	57
5. LECONS APPRISES ET BONNES PRATIQUES.....	58
5.1.LES LEÇONS APPRISES	58
5.2 LES BONNES PRATIQUES.....	59
6.CONTRAINTE ET INSUFFISANCES	60
7.RECOMMANDATIONS	ERROR! BOOKMARK NOT DEFINED.
ANNEXES	64
ANNEXE N°1 : PLAN D' ACTIONS POUR LA MISE EN ŒUVRE DES RECOMMANDATIONS	65
ANNEXE N° 2 : LISTE DES PERSONNES RENCONTREES.....	70
ANNEXE N°3 : MATRICE DE L'EVALUATION DUSOUS-PROGRAMME BMHN DU CPP	74
ANNEXEN° 4: LES GUIDES D'ENTRETIENS	78
ANNEXE N° 5 : LISTE DES DOCUMENTS CONSULTES	84
LISTE DES TABLEAUX.....	
TABLEAU N° 1 :FICHE SYNOPTIQUE DU SOUS-PROGRAMME	7
TABLEAU N° 2 : PERFORMANCES DU SOUS-PROGRAMME BMHN SELON LES CRITERES MAJEURS	10
TABLEAU N° 3 : APPRECIATION DU CARACTERE SMART DES INDICATEURS PROPOSES DANS LE CADRE LOGIQUE.....	27
TABLEAU N°4 :APPRECIATION DE L'ETAT DE MISE EN ŒUVRE DU PLAN D' ACTION INDICATIF DU SUIVI-EVALUATION ET LE BUDGET CORRESPONDANT	33

TABLEAU N°5 : ETAT DE REALISATION DES ACTIVITES PAR RESULTAT	36
TABLEAU N° 6 : REPARTITION DES RESSOURCES FINANCIERES DU SOUS-PROGRAMME PAR RESULTATS ATTENDUS ET MOBILISATION DES RESSOURCES	45
TABLEAU N° 7 : SOURCE DE FINANCEMENT DU SOUS-PROGRAMME CPP BMH	45
TABLEAU N° 8 : EXECUTION FINANCIERE DU SOUS-PROGRAMME CPP BMH.....	45
TABLEAU N° 9 : TAUX D'OBTENTION DES RESULTATS.....	49
TABLEAU N° 10 : TAUX DE REALISATION ANNUELLE (TRAA) ET TAUX DE REALISATION GLOBALE (TRGA) DES ACTIVITES	50
TABLEAU N° 11: TAUX DE REALISATION DES ACTIVITES PAR RESULTAT ATTENDU.....	50
TABLEAU N° 12 : EVOLUTION DES RENDEMENTS AVEC LA GDT	51

Liste des Encadrés

ENCADRE N° 1 : MISE EN DEFENDS DE 3,5HA	42
ENCADRE N°2 : EXEMPLE DE RECETTES BRUTES D' UNE PARCELLE DE 150 M2 DE MARAICHAGE :	52
ENCADRE N° 3 : AMENAGEMENT DU BAS FOND DE TOUN	53
ENCADRE N° 4 : FOYER DOLO.....	55

SIGLES ET ABREVIATIONS

AEM	Agence de l'Eau de la Boucle du Mouhoun
BMH	Boucle du Mouhoun
CAM	Commission d'Attribution des Marchés
CCCo	Cadre de Concertation Communal
CCP	Cadre de Concertation Provincial
CCR	Cadre de Concertation Régional
CONEDD	Conseil National pour l'Environnement et le Développement Durable
CoPil	Comité de Pilotage
CNP	Comité National de Pilotage
CNDD	Conseil National pour le Développement Durable
CPP	Country Partnership Programme for Sustainable Land Management/Programme National de Partenariat pour la Gestion Durable des Terres du Burkina Faso
CPP-BMH	Sous-programme de la région de la Boucle du Mouhoun, du Programme National de Partenariat pour la Gestion Durable des Terres
CPF	Confederation Paysanne du Faso
CFV	Commission Foncière Villageoise
CCFV	Commission de Conciliation Foncière Villageoise
DAO	Dossiers d'Appels d'Offres
DCIME	Division Développement des Compétences de l'Information et du Monitoring de l'Environnement
DGESS	Direction Générale des Etudes et des Statistiques Sectorielles
DRAAH	Direction Régionale de l'Agriculture, des Aménagements Hydrauliques
DREP	Direction Régionale de l'Economie et de la Planification
DREEVCC	Direction Régionale de l'Environnement, de l'Economie Verte et du Changement Climatique
DRRAH	Direction Régionale des Ressources Animales et Halieutiques
FEM	Fonds pour l'Environnement Mondial
FIE	Fonds d'Intervention pour l'Environnement
FPDCT	Fonds Permanent pour le Développement des Collectivités Territoriales
GDT	Gestion Durable des Terres
GPS	Global Positionning System
GRN	Gestion des Ressources Naturelles
Ha	Hectare
IEC	Information, Education, Communication
IGS	Inspection Générale des Services
LPDRD	Lettre de Politique de Développement Rural Décentralisé
MINEFID	Ministère de l'Economie, des Finances et du Développement
MEEVCC	Ministère de l'Environnement, de l'Economie Verte et du Changement Climatique
NEX	National Exécution
ONAIIDIS	Organisation Nationale d'Appui aux Initiatives de Développement Inclusif, Solidaire et Durable
ONEDD	Observatoire National pour l'Environnement et le Développement Durable
PACOF/GRN	Projet d'Appui aux Commune de l'Ouest du Burkina Faso en Matière de Gestion du Foncier rural et des Ressources Naturelles
PAIMR-GDT	Plan Annuel d'Investissements Multipartite Régional de Gestion Durable des Terres

PAN/LCD	Programme d'Action National de Lutte Contre la Désertification
PFNL	Produits Forestiers Non Ligneux
PCD	Plan Communal de Développement
PIR	Projet Implementation Review/Revue de mise en œuvre de projet
PLD	Plan Local de Développement
PNGT 2-3	Programme National de Gestion des Terroirs 2 eme phase 3eme étape
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'Environnement
PRP-GDT	Plateforme Régionale de Partenariat pour la Gestion Durable des Terres
PTBA	Plan de Travail et Budget Annuel
SDR	Stratégie de Développement Rural
SOFITEX	Société de Fibres Textiles
SNV	Société Néerlandaise de Développement
SP-CNDD	Secrétariat Permanent du Conseil National pour le Développement Durable
STD	Service Technique Déconcentré
UC	Unité de Coordination
UGP	Unité de Gestion du Sous-programme
UNCCD	Convention des Nations Unies de lutte contre la Désertification
UNCPB	Union Nationale des Producteurs de Coton
ZATA	Zone d'Appui technique à l'Agriculture
ZATE	Zone d'Appui technique à l'Elevage

Tableau n° 1 : FICHE SYNOPTIQUE DU SOUS-PROGRAMME

INTITULE DU PROGRAMME	Programme National de Partenariat pour la Gestion Durable des Terres du Burkina Faso (CPP)
INTITULE DU SOUS-PROGRAMME	Sous-programme de la région de la Boucle du Mouhoun du Programme National de Partenariat pour la Gestion Durable des Terres
CODE D'IDENTIFICATION DU SOUS-PROGRAMME	00074619
TUTELLE DU PROGRAMME	Ministère de l'Environnement, de l'Economie Verte et du Changement Climatique
DATE D'APPROBATION DU PROGRAMME CPP PAR LE FEM	2006
DATE D'APPROBATION DU SOUS-PROGRAMME DE LA REGION DE LA BOUCLE DU MOUHOUN PAR LE FEM	2008
DATE DE SIGNATURE DE LA CONVENTION DE FINANCEMENT DU SOUS-PROGRAMME DE LA BOUCLE DU MOUHOUN PAR LE PNUD ET L'ETAT DU BURKINA FASO	2012
DATE DE MISE A DISPOSITION DES FONDS PNUD ET DE LA CONTRE PARTIE DE L'ETAT POUR LE DEMARRAGE DU SOUS-PROGRAMME	- PNUD : 2011 - Contrepartie de l'Etat : 2012
DATE DE MISE A DISPOSITION DES FONDS FEM AU PROFIT DU SOUS-PROGRAMME	Octobre 2012
BUT DU PROGRAMME CPP	Combattre la dégradation des terres et la pauvreté au Burkina Faso, à travers un aménagement durable, décentralisé et équitable des ressources rurales
OBJECTIF DU PROGRAMME CPP	Améliorer de manière durable la productivité des ressources rurales par l'utilisation d'une approche intégrée et holistique et permettant au Burkina Faso d'atteindre les objectifs du millénaire pour le développement relatifs à l'inversion de la tendance à la déperdition de ses ressources environnementales
OBJECTIF DU SOUS-PROGRAMME	Etablir des systèmes coordonnés et décentralisés de gestion durable des terres agro-sylvo-pastorales dans la région de la Boucle du Mouhoun
RESULTATS ATTENDUS DU SOUS-PROGRAMME	1. La planification de l'utilisation des terres, la coordination et les partenariats pour la Gestion Durable des Terres (GDT) sont établis dans la région de la Boucle

	du Mouhoun.		
	2. La décentralisation des fonctions de GDT/GRN est effective		
	3. Les meilleures pratiques de GDT et de mise en valeur des sols sont largement promues et vulgarisées à travers la région de la Boucle du Mouhoun		
	4. La gestion du Sous-programme est assurée de façon efficace et adaptée		
PARTENAIRES TECHNIQUES ET FINANCIERS DU SOUS-PROGRAMME	CO-FINANCEMENT EN ESPECES (en \$ US [1])	FEM	2 502 450
		PNUD	449 600
		Etat Burkinabé	306 494
	SOUS-TOTAL EN ESPECES	3 258 544	
	CO-FINANCEMENT EN NATURE	Projet PMF/LCP	2 000 000
		ADPAC	2 361 000
		PNGT2 (IDA)	1 020 400
		PASEW	2 130 000
NATURAMA		980 857	
SOUS-TOTAL EN NATURE	8 492 257		
TOTAL	11 750 801		
DUREE DU PROGRAMME CPP	15 ans (3 phases de 5 ans chacune)		
DATE DE DEMARRAGE DU SOUS-PROGRAMME DE LA BOUCLE DU MOUHOUN	Octobre 2012		
DATE DE LANCEMENT DU SOUS PROGRAMME	16-17 juin 2011		
DUREE DE LA PREMIERE PHASE DU SOUS-PROGRAMME	5 ans		
LOCALISATION	Siège du Sous-programme	Dédougou	
	Couverture géographique	Région de la Boucle du Mouhoun	

RESUME EXECUTIF

Introduction

Dans le cadre de la consolidation de la mise en œuvre de la Convention des Nations Unies de Lutte contre la Désertification (UNCCD), le Burkina Faso a développé, avec l'appui de ses Partenaires Techniques et Financiers, le Programme National de Partenariat pour la Gestion Durable des Terres (CPP). Le Sous-programme de la "Région de la Boucle du Mouhoun" est l'un des quatre Sous-programmes développés pour la mise en œuvre de la première phase du CPP. La mise en œuvre effective de ce Sous-programme est intervenue à partir d'octobre 2012. Conformément au plan de suivi-évaluation du document du Sous-programme, une évaluation finale est prévue en fin de période de mise en œuvre pour apprécier le niveau d'atteinte des résultats, montrer les enseignements tirés pour une exploitation au profit d'autres projets du genre. C'est dans ce cadre qu'est entreprise en ce mois de janvier 2018 la présente évaluation finale

La méthodologie

La démarche méthodologique a consisté à faire une exploitation documentaire, réaliser des visites in situ dans la zone du sous-programme, afin de visiter les réalisations, et à conduire des entretiens aux niveaux du PNUD, du CNDD, des services techniques des Ministères concernés, des autorités régionales, départementales et communales de la zone du sous-programme et avec les populations bénéficiaires. Ensuite, l'évaluation a circonscrit les acquis et insuffisances du sous-programme, les difficultés rencontrées, les leçons apprises, les performances du projet selon les critères d'effets/impacts, de pertinence, de durabilité, d'efficacité et d'efficience. Enfin, l'étude a abouti à la formulation des recommandations pour les interventions futures.*

L'exécution technique du projet

La présentation de l'exécution technique du sous-programme s'est faite en faisant le point des activités mises dans les quatre Résultats attendus, à savoir :

- La planification de l'utilisation des terres, la coordination et les partenariats pour la Gestion Durable des Terres (GDT) sont établis dans la région de la Boucle du Mouhoun (Résultat attendu N°1)
- La décentralisation des fonctions de GDT/GRN est effective (Résultat attendu N°2)
- Les meilleures pratiques de GDT et de mise en valeur des sols sont largement promues et vulgarisées à travers la région de la Boucle du Mouhoun (Résultat attendu N°3).
- La gestion du Sous-programme est assurée de façon efficace et adaptée (Résultat attendu N°4)

Le taux de réalisation physique globale des activités pour les cinq années de mise en œuvre du programme a été satisfaisant, notamment avec un taux de réalisation de 86,34%.

L'exécution financière

Le taux d'exécution financière globale au 31 décembre 2017 du sous-programme est de 93,28%, soit un montant dépensé de 1 519 793 355 FCFA, se répartissant ainsi qu'il suit par Résultats attendus :

- Résultat attendu N°1 : 130 251 834 FCFA, soit 41,85% ;
- Résultat attendu N° 2 : 33 293 186 FCFA, soit 9,81% ;
- Résultat attendu N° 3 : 33 293 186 FCFA, soit 108,20% ;
- Résultat attendu N° 4 : 672 644 494 FCFA, soit 194%.

Les performances du sous-programme selon les critères majeurs en matière d'évaluation

Les performances du sous-programme Boucle du Mouhoun BMHN selon les critères majeurs en matière d'évaluation sont reprises dans le tableau ci-après :

Tableau n° 2 : Performances du sous-programme BMHN selon les critères majeurs

Critères d'évaluation	Indicateurs	Performances ¹	Observations
Exécution financière	Taux d'exécution financière (TEF)	93,28%	Exécution financière satisfaisante, avec un bon niveau d'absorption des fonds
Effets/Impacts du projet	Coefficient d'effets et impacts (CEI)	3,5/5	Niveau des effets/impacts satisfaisant
Pertinence	Coefficient de pertinence (CP)	5/5	Pertinence du sous-programme très satisfaisante
Durabilité	Coefficient de durabilité (CD)	4/5	Durabilité du sous-programme satisfaisante
Prise en compte de la dimension Genre	Coefficient Genre (CG)	2,5/5	Niveau de prise en compte de la dimension Genre moyen
Efficacité	Taux d'efficacité globale (TE)	90,44%	Niveau d'efficacité satisfaisant
Efficiences	Taux d'efficiences	96,95%	Niveau d'efficiences satisfaisant

Les contraintes et insuffisances

Les principales contraintes et insuffisances observées ont été les suivantes.

La dissolution des Conseils municipaux qui ont été remplacés par les Délégations Spéciales.

¹Echelle de notation: Très insatisfait (0 à 1); Insatisfait (1.1 à 2); Moyennement satisfaisant (2.1 à 3); Satisfaisant (3.1 à 4); Très satisfaisant (4.1 à 5)

La lenteur dans la mise en œuvre des activités, objet des protocoles par certains partenaires d'exécution.

Un retard a été observé dans le démarrage de certaines activités. Ceci vient du retard intervenu dans l'installation des Conseils Municipaux dans la plupart des communes d'intervention du Sous-programme.

Impossibilité de conduire la quasi-totalité des activités planifiées au titre du premier semestre de 2017. La raison en est la mise en place tardive des ressources par le FEM/PNUD (juin 2017).

Des difficultés de paiement des salaires et autres charges du personnel (indemnités, cotisations de retraite CARFO et CNSS, frais médicaux, etc.).

La lourdeur observée dans le traitement des dossiers de demande de fonds de la contrepartie nationale au niveau du Ministère de l'Environnement, de l'Economie Verte et du Changement Climatique MEEVCC et/ou du Ministère de l'Economie, des Finances et du Développement MINEFID.

L'absence de frais de gestion pour les ONG partenaires qui conduisent certaines activités.

La résistance, voire l'obstruction des propriétaires terriens pour libérer les terres devant être balisées pour servir de bande de servitude afin de protéger les berges des fleuves.

La grande mobilité des cadres des services techniques partenaires du sous-programme.

Une certaine lenteur et de la lourdeur observées dans les procédures de déblocage des fonds, ce qui entrave l'exécution des activités prévues.

Des difficultés avec certains prestataires de services ont été notées. Celles-ci occasionnent des retards dans la délivrance de leurs produits.

Les quatre sous-programmes du CPP ont fonctionné de manière autonome les uns par rapport aux autres, sans une unité de gestion unique. Ce qui n'était pas l'idée de départ du CPP.

L'équipe de gestion du sous-programme était restreinte et ne comportait pas certains profils, tels que des experts forestiers ou en télédétection et des animateurs de terrain

L'analphabétisme des bénéficiaires a été un handicap et une contrainte majeure dans l'assimilation des nouvelles techniques d'agriculture, d'élevage et de préservation des ressources naturelles.

Le démarrage tardif du sous-programme (six mois de retard).

La faible capacité financière des producteurs ; Celle-ci les limite dans l'acquisition des intrants et des équipements agricoles.

Les difficultés d'écoulement et de commercialisation des produits maraîchers, entraînant des pertes économiques pour les maraîchers.

L'insuffisance de fonds de roulement pour la conduite et l'expansion des Activités Génératrices de Revenus AGR.

L'insuffisance des terrains aménagés face à la demande des populations.

Le manque de charrettes pour transporter les produits maraîchers des champs vers les villes et les marchés.

Les leçons apprises

Les principales leçons apprises de la mise en œuvre du sous-programme ont été les suivantes :

Le partenariat développé par le sous-programme a permis le rapprochement des structures intervenant dans la Région de la Boucle du Mouhoun.

Le sous-programme, dans la définition et la mise en œuvre de ses activités, intervient selon la méthode du « faire faire » et selon le principe du « Down-Top ».

Les activités de sensibilisation, d'information et de formation des acteurs de terrain ont eu pour effet de susciter une prise de conscience sur les enjeux de la préservation des ressources naturelles et de l'environnement.

Les acteurs de terrain ont mieux compris l'utilité d'intervenir en une synergie d'actions avec les autres intervenants.

La pratique de la GDT a reçu un écho favorable auprès des producteurs et des services techniques.

Les conditions de durabilité du sous-programme sont créées avec le renforcement des capacités des groupements de producteurs.

La capacité financière des producteurs est trop faible pour leur permettre d'accéder facilement aux intrants, aux équipements agricoles et aux techniques d'irrigation.

Les foyers améliorés ont constitué une réponse efficace à la difficulté grandissante de se procurer du bois de chauffe.

Les activités génératrices de revenus (AGR) telles que le maraichage dans les bas-fonds répondent véritablement à une attente et à un besoin des populations.

Les superficies affectées aux femmes dans les bas-fonds aménagés sont petites, ainsi que le nombre de bénéficiaires par rapport aux demandeurs.

Les procédures de déblocage des fonds de la contrepartie nationale n' ont pas permis de recruter et d'assurer le salaire des animateurs dont les moyens de déplacement (6 motos) ont été acquis par le PNUD.

La dissolution des Conseils municipaux et leur remplacement par les délégations spéciales a influencé négativement sur l'efficacité de la mise en œuvre des activités.

La mobilité des agents des structures décentralisées perturbe la continuité de l'exécution des protocoles d'accord de partenariat dans les zones concernées.

L'acceptation par les propriétaires terriens de la bande de servitude est l'objet de longue et âpres discussions/négociations.

La prise en charge des cadres de concertation communaux et provinciaux, malgré leur pertinence, constitue un goulot d'étranglement quant à leur financement par les parties prenantes.

Les recommandations

Recommandations adressées au PNUD, au FEM et au Gouvernement du Burkina Faso

N°1 : Renouveler le programme CPP, notamment le sous-programme de la BMHN, en étendant les activités à d'autres villages, d'autres communes, voire d'autres Régions, et en prenant en compte, en plus des activités conduites lors de la première phase, d'autres types d'activités telles les forages, la fabrication des aliments pour bétail, les parcs à vaccination, etc.

N°2 : Veiller, lors de l'élaboration de la deuxième phase du programme, à ce que le CPP soit véritablement un programme unique et cohérent, et non une juxtaposition de sous-programmes autonomes. Le programme devrait ainsi avoir une coordination nationale ayant sous sa responsabilité des coordinations régionales ou antennes, opérant dans les Régions.

N°3 : Veiller à étoffer le personnel du sous-programme avec un spécialiste en télédétection, un spécialiste en eau et forêt et un réseau d'animateurs villageois délivrant un accompagnement de proximité.

N°4 : Poursuivre les activités de Défense Restauration des Sol/ Conservation des Eaux de Surface DRS/CES en améliorant le système en prenant en compte la location de camions pour le transport des moellons dans le cadre de la réalisation des cordons pierreux.

N°5 : Faire en sorte qu'il n'y ait pas de temps-mort entre deux phases du programme, afin d'éviter la déperdition des acquis et maintenir en place le personnel déjà expérimenté.

N°6 : Promouvoir la généralisation et l'intensification de la culture maraîchère, à la fois pendant la saison sèche et la saison des pluies.

N°7 : Elargir le partenariat à des acteurs grandes utilisatrices des ressources naturelles comme la SOFITEX et sa composante de filière Union Nationale des Producteurs de Coton du Burkina UNPCB, dans la mise en œuvre des activités

Recommandations pour le PNUD et le programme CPP

N°1 : Capitaliser et vulgariser davantage les outils et bonnes pratiques du programme et améliorer leur communication et leur large diffusion à tous les intervenants dans la production agro- sylvo- pastorale

N°2 : Envisager une prolongation, sans incidence financière, de six mois de la phase actuelle du sous-programme, compte tenu du démarrage des activités effectué avec six mois de retard.

Recommandations adressées au Gouvernement et à ses services techniques

N°1 : Mettre l'accent sur l'auto-évaluation critique du sous-programme au cours de laquelle il sera demandé aux producteurs-bénéficiaires quelle est leur degré d'implication dans l'identification et la mise en œuvre des activités, et dans la fourniture des données.

N°2 : Rendre effectif et opérationnel le cadre de concertation nationale sur la gestion durable des terres. Cet organe devra rassembler les acteurs de la sauvegarde de l'environnement. Les textes fondateurs de cette instance ont été élaborés mais ne sont pas encore adoptés.

Recommandations adressées au PNUD et au FEM

N°1 : Améliorer la procédure de déblocage de fond pour une mise à disposition à temps des fonds par le PNUD et le FEM.

N°2 : Prévoir des frais administratifs ou frais de gestion pour les ONG nationales partenaires avec lesquelles le programme est amené à requérir des services.

1. INTRODUCTION

Contexte de l'évaluation

Dans le cadre de la consolidation de la mise en œuvre de la Convention des Nations Unies de Lutte contre la Désertification (UNCCD), le Burkina Faso a développé, avec l'appui de ses Partenaires Techniques et Financiers, dont entre autres, le Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM) et le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), le Programme National de Partenariat pour la Gestion Durable des Terres (CPP). Ce Programme a été planifié pour une durée de mise en œuvre de 15 ans, à travers trois phases successives de cinq (5) ans.

L'objectif du CPP est d'améliorer, de manière durable, la productivité des ressources rurales, par l'utilisation d'une approche intégrée et holistique permettant au Burkina Faso d'atteindre les objectifs du millénaire pour le développement relatifs à l'inversion de la tendance actuelle à la déperdition des ressources environnementales.

Le Sous-programme de la "Région de la Boucle du Mouhoun" est l'un des quatre Sous-programmes développés pour la mise en œuvre de la première phase du CPP. La mise en œuvre effective de ce Sous-programme est intervenue à partir d'octobre 2012. Les résultats attendus étaient : (i) la planification de l'utilisation des terres, la coordination et les partenariats pour la gestion durable des terres sont établis dans la Région du Mouhoun; (ii) La décentralisation des fonctions de GDT/GRN est effective ; (iii) Les meilleures pratiques de GDT et de mise en valeur des sols sont largement promues et vulgarisées à travers la région de la Boucle du Mouhoun; (iv) les pratiques et leçons en matière de GDT sont largement partagées entre les acteurs dans la région.

Une évaluation à mi-parcours a été réalisée en avril 2016. Elle a montré qu'en moyenne les résultats de développement prévus sont en bonne voie de réalisation. Il est aussi ressorti que la pro-activité et le leadership de l'Unité de Coordination du Projet a permis d'éviter plusieurs blocages institutionnels et surtout de donner un contenu et une vie active à la plateforme de concertation régionale. Cependant, la relative faiblesse des ressources du programme limite objectivement son action à 9 communes sur les 47 que compte la Région et à 62 villages et communautés. Les analyses ont montré que les ressources prévues pour ces aménagements sont insuffisantes pour réaliser les prévisions.

En alignement avec le programme de coopération pays du PNUD qui a connu une extension jusqu'en fin 2017, le Programme National de Partenariat pour la Gestion Durable des Terres, «sous-programme Boucle du Mouhoun» a connu une extension sur la même période. Sa mise en œuvre est ainsi prévue se clôturer en fin décembre 2017.

Justification de l'évaluation

Conformément au plan de suivi-évaluation du document de Sous-programme, une évaluation finale du projet est prévue en fin de période de mise en œuvre pour apprécier le niveau d'atteinte des résultats, montrer les enseignements tirés pour une exploitation au profit d'autres projets du

genre. C'est dans ce cadre qu'il est envisagé de réaliser une évaluation du sous-programme en ce début de l'année 2018.

Portée de l'évaluation et principaux objectifs

L'évaluation porte sur la mise en œuvre du sous-programme CPP de la Région de la Boucle du Mouhoun et couvre la période allant de 2012 à 2017. L'espace géographique concerné est la région de la Boucle du Mouhoun. L'évaluation s'est intéressée aux structures nationales et ONG partenaires de mise en œuvre et à la population bénéficiaire. L'accent a été porté sur les principaux domaines d'intervention du programme CPP, notamment l'environnement institutionnel et la gestion durable et équitable des terres

Champ de l'évaluation

Cette évaluation a concerné les aspects ci-après :

- La stratégie du sous-programme : la conception du document de projet, le cadre logique, le dispositif de coordination ;
- Les progrès dans l'attente des résultats : les effets et mesure du changement, la performance et les perspectives ;
- La mise en œuvre et la gestion du sous-programme : Les arrangements de gestion, la planification, le suivi et l'évaluation du sous-programme, l'engagement des parties prenantes, le rapportage et la communication ;
- La mesure de la performance du sous-programme selon les critères d'évaluation.

Les objectifs de l'évaluation

L'objectif principal de l'évaluation est d'apprécier les résultats de la mise en œuvre du Sous-Programme CPP "Boucle du Mouhoun" sur la période 2012-2017. De façon spécifique, il s'agit : (i) d'apprécier la pertinence du programme par rapport au contexte national et aux priorités nationales ; (ii) d'apprécier la stratégie de mise en œuvre adoptée; (iii) d'apprécier le degré de mise en œuvre du programme, son efficacité et son efficience, ainsi que la qualité des résultats obtenus ; (iii) d'apprécier l'impact sur les populations et l'environnement; et (iv) proposer des recommandations pour les prochaines programmations.

La structure du rapport

Le présent rapport de l'évaluation finale est structuré en 7 grandes parties :

- le contexte de développement et la présentation du projet ;
- l'approche méthodologique ;
- les résultats, constats et conclusions ;
- les leçons apprises et les bonnes pratiques ;

- les contraintes et difficultés rencontrées ;
- les recommandations ;
- le plan d'action pour la mise en œuvre des recommandations.

2. CONTEXTE DE DEVELOPPEMENT ET DESCRIPTION DU PROJET

2.1. Contexte de développement

2.1.1. Situation géographique

Le Burkina Faso un pays enclavé de l'Afrique de l'Ouest, avec une superficie de 274 200 km², entouré au nord et à l'ouest par le Mali, au sud par le Bénin, le Togo et le Ghana, à l'est par le Niger et au sud-ouest par la Côte d'Ivoire. Le pays est caractérisé par trois zones climatiques : une zone sahélienne, une zone nord soudanienne et une zone sud soudanienne. Il y a deux saisons : une saison sèche de huit mois allant d'octobre à mai, et une saison des pluies de quatre mois allant de juin à septembre. Le territoire du Burkina Faso est subdivisé en 13 Régions dirigées par des Gouverneurs, 45 Provinces tenues par des Hauts Commissaires, et 350 Départements administrés par des Préfets. Le pays connaît une communalisation intégrale avec 351 communes dirigées par des Maires et des Conseils municipaux élus

2.1.2. Situation démographique

Le Burkina Faso comptait en 2006, 14,0 millions d'habitants, dont 51,7% de femmes et 48,3% d'hommes avec un taux d'accroissement de 3,1%. La population est estimée, en fin 2013, à 17, 3 millions d'habitants.

La population demeure relativement jeune. En effet, 59,1% de la population a moins de 20 ans. On enregistre une augmentation sensible du taux de croissance démographique qui se situait à 3,1% en moyenne par an entre 1996 et 2006, contre 2,4% au cours de la période précédente. Cette croissance démographique exerce une pression sur les services sociaux de base, la production agricole et subséquemment les ressources naturelles. 2.1.3 Environnement socioéconomique et politique

Sur le plan économique, le Burkina Faso dépend grandement de trois secteurs économiques : l'agriculture, le secteur minier et l'aide extérieure. L'Aide Publique au Développement (APD) le rend très vulnérable à des chocs exogènes sur lesquels il exerce peu de contrôle. A titre d'exemple, au cours de l'année 2014, l'aide a contribué à 49,85% à la réalisation des investissements publics².

L'activité économique en 2016 s'est déroulée dans un contexte de renforcement de la stabilité politique et la montée de la menace djihadiste, notamment dans la partie septentrionale du pays.

²Rapport diagnostic de la coopération au développement du Burkina Faso. Ministère de l'Économie et des Finances, Chapitre 5 : Analyse des performances de la coopération au développement (2015).

Le taux de croissance du PIB s'est situé à 5,9% en 2016 contre 4,% en 2015. Pour 2017, il est prévu un taux de croissance de 7,4%³.

L'Indice de développement humain durable IDHD se situe en 2015 à 0,402⁴ plaçant le Burkina au rang de 185 ième sur 188 pays.

La population est majoritairement très pauvre. L'indice de pauvre multidimensionnelle est de 0,508⁵ en 2015. Cette pauvreté est particulièrement manifeste dans les zones rurales puisqu'elle concerne plus de la moitié de la population, soit 52,3% contre 19,9% en milieu urbain.⁶

La situation économique a commencé à se dégrader à partir de 2012; cette période est marquée par un attentisme des opérateurs économiques nationaux et des investisseurs étrangers, ainsi que le ralentissement de l'activité économique mondiale.

La période avant la mise en œuvre du CPP Boucle du Mouhoun a été marquée par une grande stabilité macroéconomique au Burkina Faso qui a duré près de 10 ans et cela, en dépit des crises internationales aux plans alimentaire, énergétique, financier, économique et sécuritaire. Le taux de croissance économique jusqu'en 2014 se situait en moyenne autour de 5,9%, ce qui reste sensiblement proche des 5,3% réalisés sur la période 2000-2010; même si c'est bien en-deçà des 10% visés sur la période 2011-2015 par la SCADD. Cette croissance du PIB a été tirée par le secteur agricole, les mines, les investissements et la bonne tenue du secteur des services. Ces résultats ont aussi été le fruit des multiples réformes notamment économiques et institutionnelles engagées par le pays avec le soutien de ses partenaires au développement⁷.

Les inflexions de croissance enregistrées dans les différents secteurs économiques seraient tributaire de la chute du prix des matières premières (mines) En effet, entre 2013 et 2014, la croissance du PIB réel du Burkina Faso est passée de 6.6% à 4%, soit une perte de 2,6 points de pourcentage.

A cela, s'est ajouté les crises sociopolitiques que le pays a connues⁸. En effet, les soulèvements populaires des 30 et 31 Octobre 2014 a donné lieu à un changement de régime politique marqué par une transition politique qui a duré jusqu' en 2015. Cette période a connu la dissolution des représentativités communales, remplacées par des délégations spéciales, influençant négativement l'exécution des programmes axés sur les transferts des compétences au niveau des collectivités territoriales comme le sous-programme CPP de la BMHN.

2.1.3. Profil environnemental

³UEMOA Rapport de surveillance multilatérale (2017, p27)

⁴ PNUD Rapport sur le développement humain (2016 p227)

⁵PNUD Rapport sur le développement humain (2016, p244)

⁶Rapport Diagnostic de la Coopération au développement du Burkina Faso. Ministère de l'Économie et des Finances. (2015 p3)

⁷Ibidem

⁸Rapport Diagnostic de la Coopération au développement du Burkina Faso. Ministère de l'Économie et des Finances. Novembre 2015

L'économie burkinabè reste peu diversifiée et fortement tributaire des performances du secteur cotonnier qui représentait 23% des exportations en 2009 contre 32%⁹ en 2008. Ceci rend l'économie particulièrement vulnérable aux fluctuations des prix du coton et aux effets des variations climatiques sur les campagnes agricoles.

Par conséquent, le secteur rural joue un rôle prépondérant dans l'économie burkinabè. Il occupe environ 86 % de la population active (RGPH 2006) et sa contribution à la formation du Produit intérieur brut (PIB) est estimée en 2009 à environ 30% (IAP, 2010).

En outre, de sa contribution à la sécurité alimentaire, le secteur rural occupe une place prépondérante dans l'économie nationale. Il occupe 86% de la population totale (RGPH 2006), fournit « environ 45% des revenus des ménages agricoles, sa contribution moyenne annuelle à la formation du Produit intérieur brut (PIB) sur la période 2005-2014 est estimée à 30,1% dont 23% pour les productions végétales, 12% pour les productions animales et 3% pour la foresterie et la pêche¹⁰ ».

Par contre, ce secteur fait face à de nombreux défis qui doivent être adressés de façon holistique pour assurer la durabilité des ressources naturelles parmi lesquelles on compte :

- Environ 30%¹¹ des terres arables du pays affectées par une dégradation sévère, tandis que 4% (10537 km²) sont sévèrement dégradées.
- Une pluviométrie irrégulière et insuffisante liée aux effets des changements climatiques.
- Une perte substantielle des services éco systémiques (la production alimentaire, la conservation des sols et les retenues d'eaux de surface et des nappes phréatiques, la séquestration du Carbone).L'insécurité foncière et les mauvaises pratiques agricoles (feux de brousse, occupation des berges des bassins hydriques, la gestion précaire des réserves naturelles, des forêts, le surpâturage.. .)

2.1.4. Contexte d'exécution du CPP

Le Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté (CSLP) est arrivé à échéance en 2010. La Stratégie de Croissance Accélérée et de Développement Durable (SCADD) faisant suite au CSLP a été adoptée par le Gouvernement à l'horizon 2015.

Dans ce référentiel stratégique de développement, la situation environnementale générale au Burkina Faso dresse un tableau peu reluisant en termes de dégradation des terres et des ressources en eau, un système énergétique non durable, des problèmes croissants d'environnement urbain, l'érosion de la biodiversité et les changements climatiques. Pour ce qui concerne la dégradation des terres « 74% des terres arides ou semi-arides sont affectées par le phénomène de la désertification/dégradation des terres¹². » Par ailleurs, 34% du territoire, soit 9 234 500 ha des terres de production, sont dégradées pour des causes anthropiques (agriculture,

⁹Politique nationale du secteur rural PNSR (2012, p13)

¹⁰ Stratégie de Développement Rural SDR (2016, p9)

¹¹Prodoc CPP (2009, p9)

¹²Stratégie de Croissance Accélérée du Développement Durable SCADD (2011, p28)

élevage, tenures, bois-énergie, etc.) et climatiques, avec une progression de la dégradation des terres estimée, chaque année, à 105 000 - 250 000 ha.

Afin de faire face à ces nombreux défis liés à l'environnement, le Gouvernement du Burkina Faso a élaboré des documents stratégiques et opérationnels sectoriels parmi lesquels on compte la Stratégie du développement Rural (SDR), le Programme National du Secteur Rural (PNSR), le Programme d' Action National de lutte Contre la Désertification PAN/LCD pour une synergie d'action en faveur du secteur rural.

L'ensemble des Agences du Système des Nations Unies s'aligne sur les priorités nationales décrites dans la SCADD (2011-2015) à travers leur plan cadre de coopération (UNDAF 2011-2015). La problématique de l'environnement est prise en compte dans l'effet 1 : « la croissance économique est durable et pro pauvre ». De façon spécifique, la question de la gestion durable des terres se niche dans le « Produit 1.4: Les structures nationales et les communautés de base pratiquent une approche intégrée de gestion durable des ressources naturelles et prennent en compte les effets des changements climatiques à travers l'adaptation et l'atténuation¹³ ».

En vue de faire face aux défis environnementaux, notamment ceux de la Gestion Durable des Terres GTD, le PNUD avec le Fonds Mondial pour l'Environnement (FEM), se sont engagés à accompagner le Gouvernement du Burkina à travers un **Programme National de Partenariat pour la Gestion Durable des Terres (CPP/GDT)**, ancré au Secrétariat Permanent du Conseil National pour l'Environnement et le Développement Durable SP/CONNED (actuel SP/CNDD) au niveau du Ministère de l'Environnement, de l'Economie Verte et des Changements Climatiques(MEEVCC).

L'approche, en plus des interventions directes dans la GTD, se base sur la levée des contraintes liées à : (i) une faible coordination des interventions ; (ii) une application inappropriée des lois qui régissent la gestion des ressources ; (ii) une faible capacité d'intervention des acteurs ; et (iv) la sécurisation foncière¹⁴.

Ainsi le résultat attendu dans le cadre du CPAP2011 2015 s'inscrit comme suit : « *les structures nationales et les communautés de base pratiquent une approche intégrée de gestion durable des ressources naturelles et prennent en compte les effets des changements climatiques à travers l'adaptation et l'atténuation* ».

Le produit CPAP 2011-2015 attendu est : « *les institutions au niveau central et décentralisé sont mieux informés et outillés pour la gestion durable des ressources naturelles et les meilleurs pratiques disséminées* ».

Dans sa phase d'exécution, compte tenue de l'acuité et de l'envergure du phénomène de la dégradation des terres sur toute l'étendue du territoire nationale, 5 sous programmes devraient dérouler les activités de la GDT sur une durée de 15 ans divisée en 3 phases.

La répartition régionale donne les sous programmes suivants :

¹³ UNDAF (2011, p17)

¹⁴ Prodoc CPP(2009,p9)

- Le Sous-programme de la Coordination Nationale CPP,
- Le Sous-programme CPP Boucle du Mouhoun,
- Le Sous-programme CPP Région de l'Est,
- Le Sous-programme CPP Région du Centre-Est,
- Le Sous-programme de la GDT Région du Nord.

La présente évaluation concerne le sous-programme CPP Boucle du Mouhoun.

2.2. Description du sous-programme CCP Boucle du Mouhoun

La région de la Boucle du Mouhoun est connue pour être le « grenier du Burkina ». Les énormes ressources naturelles dont elle dispose en couvert végétal, sol et réseau hydrographique et agro climatologique lui permette d'être la plus grande zone de production céréalière et cotonnière. Depuis des décennies, les effets conjugués de la pression démographique due à l'accroissement démographique et aux mouvements migratoires, des actions anthropiques des producteurs et des changements climatiques, tendent à réduire de façon drastique ces énormes potentialités de production agro sylvo pastorale dans le très court terme. En d'autres termes et de façon générale la région de la Boucle du Mouhoun est sujette à :

- la croissance accélérée de la population et la forte pression animale entraînant une occupation incontrôlée des terres et la disparition des jachères ;
- l'occupation anarchique de l'espace, aggravée par d'importantes migrations des populations, source de nombreux conflits ;
- la perturbation des mouvements de transhumance du bétail et l'exacerbation de la concurrence pour l'utilisation des ressources naturelles avec son cortège de tensions sociales ;
- des méthodes d'exploitation et de gestion des ressources naturelles de plus en plus inadaptées aux réalités du contexte actuel ;
- le cloisonnement des multiples institutions concourant au développement rural, ce qui rend difficile la coordination des actions et désoriente les populations sur le terrain face à des discours parfois contradictoires entre intervenants ;
- et enfin, la dégradation du capital « terres » qui met en péril toute l'économie et partant la stabilité sociopolitique: la dégradation des sols et des forêts, et les inefficiences dans l'utilisation de ces ressources naturelles, pour ne prendre qu'elles, représentaient en effet 4,7% du PIB en 2008¹⁵.

Le Programme National de Partenariat pour la Gestion durable des terres (CPP), dont l'un des sous-programmes intervient dans la région de la Boucle du Mouhoun, ambitionne de répondre aux défis de la dégradation des terre dans la mise en œuvre du Programme d'Action National de lutte contre la Désertification (PAN /LCD) et de la Stratégie de Développement Rural (SDR) accompagné par le PNUD et le FEM.

¹⁵ PAN/LCD (2017, p10)

La démarche se veut préventive, afin d'éviter les pertes irréversible des terres. L'approche intègre la dimension participative à travers le partenariat, la concertation et le dialogue dans un cadre constructif de gestion des écosystèmes aux différents niveaux de décentralisation.

Ainsi, l'objectif global du sous-programme est : « d'établir de systèmes coordonnés et décentralisés de gestion durable des terres agro-sylvo-pastorales »

Les objectifs spécifiques se déclinent comme suit¹⁶ :

- Développer et mettre en œuvre une plate-forme de partenariat intersectoriel permettant une meilleure coordination et une approche intégrée à la gestion durable et équitable des terres ;
- Promouvoir une politique et un environnement institutionnel favorables en vue de mieux prendre en compte et mettre en œuvre la gestion durable et équitable des terres ;
- Encourager une approche intégrée des pratiques de gestion durable et équitable des terres comprenant les pratiques innovatrices et/ou celles basées sur les connaissances locales.

A cet effet, 4 principaux résultats sont attendus de la mise en œuvre pour la période de 2012-2017 :

Résultat attendu n°1 : La planification de l'utilisation des terres, la coordination et les partenariats pour la gestion durable des terres sont établis dans la Région du Mouhoun ;

Résultat attendu n°2 : La décentralisation des fonctions de GDT/GRN est effective ;

Résultat attendu n°3 : Les meilleures pratiques de GDT et de mise en valeur des sols sont largement promues et vulgarisées à travers la région de la Boucle du Mouhoun ;

Résultat attendu n°4 : La gestion du sous-programme est effectuée avec des capacités d'adaptation et de rentabilité, afin d'en faire une référence pour des interventions ultérieures dans la région.

Au niveau du dispositif institutionnel de mise en œuvre, la supervision globale est dévolue au SP/CNDD avec le PNUD comme partenaire de mise en œuvre. Le Ministère de L'Economie, des Finances et du Développement assure la tutelle financière.

La stratégie de mise en œuvre étant le partenariat et la concertation de tous les acteurs intervenant dans les modes de production agro-sylvo-pastoraux, toutes les structures décentralisées techniques constituent des partenaires du sous-programme. A ceux-ci s'ajoutent les associations de développement local (Organisation Nationale d' Appui aux Initiatives et Développement Inclusif, Solidaire et Durable ONAIDIS), des projets de gestion des terroirs et du foncier-(PNGT2-3, Projet d' Appui aux communes de l'Ouest du Burkina Faso en matière de

Gestion du Foncier rural et des Ressources Naturelles PACOF/GRN) et de l'Agence de l'Eau de la Boucle du Mouhoun.

La cheville ouvrière de l'exécution du sous-programme se situe essentiellement au niveau des collectivités territoriales à travers les mairies ; appuyées par les agents de l'agriculture, des ressources animales et de l'environnement, basés au niveau des dites communes.

L'approche participative permet d'identifier les besoins des bénéficiaires à travers les sessions des conseils municipaux et d'échanger au niveau cadre de concertations communales.

3- APPROCHE METHODOLOGIQUE DE L'EVALUATION

L'approche méthodologique de l'étude part des différents objectifs spécifiques qui ont été passés en revue, avec une indication de la démarche à suivre pour les obtenir.

Elle comporte les principales étapes suivantes :

Analyse de l'état de mise en œuvre du sous-programme BMHN : L'exercice a consisté à répertorier, identifier et analyser les actions et activités exécutées dans le cadre du sous-programme BMHN et de mesurer les progrès accomplis. Pour ce faire, il a fallu examiner le Document de base et les revues annuelles du sous-programme BMHN, et interviewer les acteurs et bénéficiaires pour vérifier l'exactitude des activités réalisées.

Analyse des effets et impacts du sous-programme : Pour le critère des effets et impacts, l'indicateur du « Coefficient d'effets/impacts »(CEI) a été utilisé. Cet indicateur se décompose en trois facteurs (a, b, c). Il est noté sur une échelle de 1 à 5. : $CEI = a + b + c = \text{ou} < 5$.

Analyse de la pertinence du sous-programme : Cet exercice s'est fait par un travail documentaire qui a été complété par des entretiens croisés avec le PNUD, l'UGP, les structures nationales de mise en œuvre et les partenaires au développement. Pour ce critère de la pertinence, l'indicateur du « Coefficient de pertinence »(CP) a été utilisé. Cet indicateur se décompose en quatre facteurs (a, b, c, d). Il est noté sur une échelle de 1 à 5 : $CP = a + b + c + d = \text{ou} < 5$.

Analyse de l'efficacité du sous-programme : Pour ce critère de l'Efficacité, l'indicateur du « Coefficient d'efficacité »(CE) a été utilisé. Ce coefficient se décompose en trois facteurs (a, b, c). Il est noté sur une échelle de 1 à 5 : $CE = a+b+c = \text{ou} < 5$

Analyse de l'efficience du sous-programme : Pour le critère de l'Efficience, l'indicateur « coefficient d'efficience » (CEF) a été utilisé. Il prend en compte trois facteurs, a, b, c, et est noté sur une échelle de 1 à 5 : $CEF = a+b+c = \text{ou} < 5$

Analyse de la durabilité du sous-programme : Pour ce critère de la durabilité, l'indicateur du « Coefficient de durabilité »(CD) a été utilisé. Ce coefficient se décompose en cinq facteurs (a, b, c, d, e). Il est noté sur une échelle de 1 à 5 : $CD = a + b + c + d + e = \text{ou} < 5$

Analyse du degré de prise en compte du genre : Pour la dimension du genre, l'indicateur « Coefficient Genre » (CG), comportant deux facteurs, a été utilisé pour mesurer et affecter une note, sur une échelle de 1 à 5 : $CD = a + b =$ ou < 5 .

Identification des meilleures pratiques et formulation des recommandations : A partir du diagnostic de la mise en œuvre du sous-programme BMHN, une capitalisation des meilleures pratiques utilisées a été faite, ainsi que les leçons apprises, pour aboutir à la formulation des recommandations pour la poursuite du programme.

Le chronogramme de la mission a été le suivant :

Activités	Dates
Revue documentaire	15-01-2018
Briefing de démarrage avec les gestionnaires du programme au PNUD	17-01-2018
Rapport de démarrage	18-01-2018
Rencontres avec partenaires techniques centraux	18-01-2018
Visite de terrain	23-01 au 27 -01-2018
Elaboration de rapport provisoire	28-01 au 5-02 2018
Remise du rapport final	A déterminer

4.- CONSTATS, ANALYSES ET RESULTATS

4.1. ANALYSE DU CADRE DE FORMULATION, DU CADRE LOGIQUE ET DU DISPOSITIF DE MISE EN ŒUVRE DU SOUS-PROGRAMME

4.1.1. Analyse du processus de formulation du sous-programme

L'élaboration du document du projet du sous-programme BMHN, ainsi que de l'ensemble du Programme National de Partenariat pour une gestion durable des terres (CPP), a commencé en 2011 avec la rédaction d'une Note conceptuelle par un comité national mis en place à cet effet. Cette Note a été soumise à la BOAD qui a manifesté son intérêt pour financer le processus de formulation. La BOAD a ainsi dépêché une mission au Burkina Faso qui a rencontré les autorités nationales. La concertation a abouti à la définition des principales composantes du CPP. Ensuite, il a été requis les services de consultants pour élaborer le document de projet. Ces consultants ont séjourné sur le terrain, ont échangé avec les populations pour prendre en compte leurs attentes et leurs besoins. Les résultats de leurs travaux ont été examinés au cours d'un atelier national auquel ont participé les services techniques concernés de l'Etat, les bénéficiaires, les communautés locales, la société civile, les élus locaux et les partenaires techniques et financiers intéressés par le projet. La stratégie du projet, le cadre logique, le dispositif institutionnel et le budget ont été validés à cette occasion. Enfin, le projet de document préliminaire a été finalisé et

validé avec le concours du PNUD, du FEM et des Ministères en charge de l'environnement, de l'agriculture, de l'élevage et de l'aménagement du territoire, etc.

Au vu du processus suivi pour l'élaboration du sous-programme et du CPP dans son ensemble, on peut dire que la démarche a été à la fois participative, inclusive, exhaustive et itérative, toute chose qui garantit sa pertinence, sa cohérence, son adéquation aux besoins réels du pays et la prise en compte des contraintes et défis du Burkina Faso.

4.1.2. Analyse de la stratégie de mise en œuvre et de gestion du sous-programme

La stratégie de mise en œuvre du sous-programme BMHN a été basée sur l'approche NIM (Modalité de mise en œuvre nationale). L'exécution du projet incombe ainsi à la partie nationale qui met en place une unité de gestion du projet (UGP) pour s'occuper de la mise en œuvre du projet.

Cette approche NIM, qui a été préférée à l'approche DIM (Modalité d'exécution directe) se justifie par le fait que le Burkina Faso dispose, à l'heure actuelle, de cadres et d'expertise capables techniquement de conduire à bien les activités du sous-programme.

Le Secrétariat du CNDD est l'agence d'exécution du CPP. Ainsi, le Secrétaire permanent fait office de Directeur national des Sous-programmes du CPP qui sont au nombre de quatre, à savoir :

- Le Sous-programme Boucle du Mouhoun, financé par le PNUD ;
- Le Sous-programme du Nord, financé par le FIDA ;
- Le Sous-programme du Centre-Ouest, financé par le PNUD ;
- Le Sous-programme de la coordination nationale, financé par le PNUD.

Ces sous-programmes ont fonctionné de façon autonome les uns par rapport aux autres, chacun étant sous la responsabilité d'un coordonnateur. Ceci n'était pas l'option de départ selon laquelle les sous-programmes devaient être des composantes d'un programme unique relevant de la responsabilité d'un coordinateur unique. L'autonomisation des sous-programmes a été le résultat du financement des sous-programmes par des partenaires financiers différents, chacun ayant ses procédures propres et devant rendre compte à son siège.

4.1.3. Analyse du dispositif de coordination du sous-programme

Au niveau national, la responsabilité globale de supervision du sous-programme a été confiée au Ministère de l'Environnement et du Développement Durable (MEDD), actuellement MEEVCC, en raison du rôle de surveillance que le ministère joue déjà dans le processus PAN/LCD, en collaboration avec le Ministère de l'Economie et des Finances, autorité gouvernementale de coordination des projets ou programme sous exécution NIM.

Le Ministre chargé de l'Environnement a délégué certains de ses prérogatives au SP/CNDD.

Au niveau régional, le sous-programme est mis en œuvre sous la supervision du gouverneur de la région et des Hauts Commissaires des provinces par délégation. Au plan technique, cette fonction est assignée à la Direction régionale de l'économie et de la planification (DREP).

Au niveau communal, la supervision du sous-programme incombe aux conseils municipaux, avec les maires des communes à leurs têtes.

Le pilotage du sous-programme est assuré par un comité de pilotage (CP ou COPIL). Le COPIL a été mis en place par un Arrêté du Ministre chargé de l'environnement. Il a pour mission de superviser et de veiller au bon fonctionnement du sous-programme. Il détermine l'orientation stratégique du sous-programme dans la gestion des ressources financières. Statutairement, le COPIL tient deux sessions ordinaires par an. Ce rythme a été effectivement respecté.

Une plate-forme régionale de partenariat (CCRD/BM) a assumé le rôle de comité régional de coordination afin de garantir une pleine participation des acteurs locaux et des autorités locales dans la mise en œuvre du sous-programme. Ses attributions et son fonctionnement sont conformes à la réglementation nationale. Pour ce faire, la composition actuelle du CCRD/BM a été revue pour inclure des représentants du conseil régional et de la Chambre Régionale de l'Agriculture (CRA). Le CCRD/BM a joué un rôle central dans l'administration du sous-programme en assurant à la fois un appui pour le suivi, le contrôle et l'information, tout en assurant également la coordination des activités de GDT et la promotion du dialogue.

D'autres cadres consultatifs sont prévus dans le document de projet pour servir d'organes techniques sur la base de caractéristiques spécifiques, à savoir : le CRAT pour les questions liées à la gestion territoriale, le CRC/PSA pour les questions liées aux politiques agricoles, et le Comité Interministériel de Suivi de l'Eau (CISE) pour les questions liées à l'eau, etc. Dans la pratique, ces cadres n'ont pas connu un fonctionnement effectif.

Les plateformes de partenariat provinciales, communales, et villageoises ont joué effectivement leur rôle de coordination sur les sites pilotes au sein de leurs circonscriptions respectives.

L'exécution quotidienne du sous-programme est assurée par une unité restreinte de coordination, dirigée par un coordonnateur assisté par des experts et un personnel d'appui (secrétaire de direction, chauffeur et agent de liaison).

Les Directions Techniques (DREDD, DRAH, DRRA) ont assuré l'assistance technique (suivi écologique et agricole, appui technique, recrutement éventuel d'experts, etc.).

Des protocoles de collaboration ont été établis avec d'autres services techniques déconcentrés, l'Agence régionale de l'eau, d'autres projets, les ONG et les centres de recherche, en fonction du type d'activité menée.

4.1.4. Analyse du cadre logique du sous-programme.

Le cadre logique du sous-programme comporte un but et un objectif général qui sont en cohérence l'un par rapport à l'autre. Ils sont tous les deux pertinents du point de vue des défis et priorités nationales en matière environnementale.

Le sous-programme comporte quatre résultats attendus, centrés sur la gestion durables des terres et qui sont en cohérence et bien articulés les uns par rapport aux autres. Par ailleurs, l'obtention de ces résultats permettra effectivement d'atteindre l'objectif général. Ces résultats contribueront à l'accomplissement des objectifs du programme CPP.

Le résultat N°1 est assorti de trois produits, le résultat N°2 de quatre produits, le résultat N° 3 de trois produits et le résultat N°4 d'un seul produit. Ces produits sont en harmonie et complémentaires entre eux. Leur réalisation permettra l'obtention des résultats attendus respectifs.

Le cadre logique du document de projet a proposé un indicateur pour l'évaluation de l'objectif général du sous-programme et neuf (9) indicateurs pour les quatre résultats attendus.

Huit de ces indicateurs sont SMART, c'est-à-dire Spécifiques, Mesurables, atteignables, Réalistes et Temporellement définis.

En revanche, deux indicateurs ne sont pas appropriés. Il s'agit de ceux ci-après :

« Compréhension du potentiel de séquestration de carbone de la GDT » : Cet indicateur n'est pas SMART car il sera difficile d'apprécier concrètement le niveau « de compréhension du potentiel de séquestration de carbone de la GDT. Par ailleurs, l'indicateur n'est pas spécifique et pertinent pour apprécier le résultat auquel il est adossé.

« % d'augmentation des stocks de carbone (biomasse souterraine et végétale) » : Cet Indicateur est difficilement mesurable, car comment évaluer le % d'augmentation des stocks de carbone ?

En outre, on note que le cadre logique n'a pas proposé d'indicateurs pour le suivi-évaluation des produits et des activités prévus.

Tableau n° 3 : Appréciation du caractère SMART des indicateurs proposés dans le cadre logique.

Objectif et résultats attendus	Indicateurs objectivement vérifiables	Situation de référence (Début du projet)	Valeurs cibles	Appréciation du caractère SMART des indicateurs
Objectif (Sous-programme Boucle de Mouhoun) : Etablir des systèmes (coordonnés et décentralisés) de gestion durable des terres agro-sylvo-pastorales dans la région de la Boucle du Mouhoun	Nombre d'interventions en GDT planifiées et mises en œuvre, de façon concertée entre les différents types d'intervenants	Aucun des mécanismes de partenariat ou de coordination pour la GDT en place dans la région (par exemple, les intervenants en matière de GDT se rencontrent rarement)	Existence, dans la région, d'un mécanisme de coordination efficace et durable des interventions en matière de gestion durable des terres agro-sylvo-pastorales. Un mécanisme conduisant, à la fin du projet, à la coordination et à la planification conjointe d'au moins 75% des interventions en matière de GDT dans la région.	L'indicateur proposé est SMART
Résultat 1	Elaboration et révision d'un plan d'action régional et multipartite en matière de GDT	Il n'existe aucun outil de ce type de planification ou de concertation entre les parties prenantes	Tous les ans, grâce à une approche participative, un plan d'action régional et multipartite en matière de GDT est élaboré et révisé	L'indicateur proposé est SMART
Planification et coordination de l'utilisation des terres et partenariats pour la GDT établis dans la région de la Boucle du Mouhoun	Compréhension du potentiel de séquestration de carbone de la GDT	Pas de prise de conscience ou d'information sur les capacités de séquestration de carbone des pratiques de GDT	Au moins 3 études sur le carbone /la GDT sont réalisées chaque année, sur les sites d'intervention du projet	Cet indicateur n'est pas SMART car comment apprécier concrètement le niveau « de compréhension du potentiel de séquestration de carbone de la DDT' Ceci est difficilement mesurable. Par ailleurs, il n'est pas spécifique et pertinent pour apprécier le résultat auquel il est adossé.
Résultat 2 La décentralisation des fonctions de GDT/GRN est effective	Nombre d'institutions régionales, territoriales et communautaires jouent un rôle efficace dans la GDT et la GRN	Pas de décentralisation des rôles de GDT et de GRN ; faibles hypothèses régionales et locales sur ces fonctions	Au moins 35 institutions communautaires, 5 territoriales et 1 régionale jouent un rôle efficace dans la GDT et la GRN (planification, règles, gestion du budget)	Indicateur SMART

	Existence, dans la région, d'un fonds GDT	Aucun mécanisme de financement de la GDT n'est mis en place, encore moins des initiatives d'agriculteurs	Un fonds GDT (avec un budget annuel d'au moins 40 000 US \$) appuie les innovations et la recherche pratique, dirigé par les agriculteurs sur des bases ouvertes et transparentes.	Indicateur SMART
Résultat 3 Les meilleures pratiques de GDT et de remise en état des sols sont largement promues et diffusées dans toute la région	Surface de terres agricoles, de zones pastorales, de berges et de zones humides en GDT	Peu de surfaces avec des pratiques de GDT systématisées	Dans quelque 200.000 hectares de terres, des techniques d'utilisation durable des terres et de remise en état des sols sont appliquées comme suit: 30.000 ha de terres irriguées et de ferme, 100.000 ha de zones pastorales; 50.000 ha de berges, et 20.000 ha de zones humides.	Indicateur SMART
	% d'augmentation des stocks de carbone (biomasse souterraine et végétale)	Situation de référence à déterminer au début du projet	20% d'augmentation des stocks de carbone au niveau des terres et de la végétation	Cet Indicateur est difficilement mesurable, car comment évaluer le % d'augmentation des stocks de carbone ?
	Nombre d'agriculteurs utilisant des outils de finance d'entreprise et de l'environnement pour planifier et évaluer leur travail	Aucun	Au moins 150 agriculteurs utilisent des outils de finance d'entreprise et de l'environnement pour planifier et évaluer leur travail	Indicateur SMART
Résultat 4 Gestion adaptée et efficace du sous-programme	Nombre de plans de travail et budgets annuels (PTBA) et des revues de mise en œuvre du projet (PIR), qui prennent dûment en compte les résultats du suivi et évaluation	0	Chaque PTBA et PIR de l'année 2 prend suffisamment en compte les résultats du suivi et évaluation	Indicateur SMART

	<p>Nombre de documents pratiques de GDT élaborés et largement diffusés dans la région (ex : de meilleures pratiques, des guides de terrain, des innovations locales, des enseignements tirés, des dépliants, des séries radio)</p>	<p>Peu et faiblement diffusés</p>	<p>À la fin du sous-programme, au moins 5 documents de bonne qualité et 15 produits IEC sont élaborés / diffusés auprès des diverses parties prenantes qui y participent</p>	<p>Indicateur SMART</p>
--	--	-----------------------------------	--	-------------------------

Source : Tableau tiré du Prodoc et complété à la dernière colonne par les consultants

4.1.5. De la mise en œuvre des propositions de l'évaluation à mi-parcours sur le cadre logique

L'évaluation à mi-parcours a révisé certains points du cadre logique du projet, en proposant notamment une reformulation de certains indicateurs pour les rendre plus SMART et plus propices à être renseignés. En dépit de cela, en examinant les rapports d'activités élaborés par la coordination du projet, on constate que plusieurs indicateurs n'ont pas pu être renseignés.

La situation des indicateurs renseignés et non renseignés est la suivante :

Au niveau du Résultat N°1 : Un indicateur sur trois n'a pas été renseigné. Il s'agit, pour l'indicateur non renseigné, de : « Pourcentage d'initiatives en matière de GDT dans la région partagent un but et une cible communs d'un système de suivi et évaluation harmonisé et contribuent à sa réalisation ».

Au niveau du Résultat N°2 : un indicateur sur deux n'a pas été renseigné, il s'agit de : « Taux d'accroissement (en valeur absolue) de la scorecard appliquée au développement des capacités dans le domaine de la GDT ».

Au niveau du Résultat N°3 : Un indicateur a été renseigné, à savoir : « Superficie totale en ha des terres et remises en état avec des bonnes pratiques de GDT ».

En revanche, trois autres n'ont pas été renseignés. Ce sont :

« Pourcentage des producteurs ciblés adoptent les meilleures pratiques technologiques en matière de GDT dans leurs champs ».

« Nombre de bonnes pratiques de GDT de GDT identifiées, promues et diffusées dans la région pour chaque secteur ».

« Bonne qualité de produits IEC élaborés/ diffusés auprès des diverses parties prenantes qui y participent ».

Au niveau du résultat N°4 : l'indicateur préconisé a été renseigné.

Le non renseignement de certains indicateurs est lié aux raisons suivantes :

- La difficulté de collecter l'information y relative, la collecte devant se faire parfois par la voie d'une enquête spécifique dont les coûts de réalisation n'ont pas été planifiés et budgétisés.
- Les résultats ou les produits associés auxdits indicateurs sont jugés non-pertinents.
- Les cibles des indicateurs ne sont pas réalistes et doivent être révisés.
- La mesure de l'indicateur nécessite des données ou actions préalables non prévues au budget ou inexistantes.

Par ailleurs, l'évaluation à mi-parcours avait constaté « l'existence de plusieurs versions du document de projet dans lesquelles les « résultats » et les « indicateurs » sont formulés de différentes façons ; en utilisant quelquefois des concepts ou terminologies approximatifs,

qui finissent par dénaturer le contenu et le sens original ». La raison de cette situation provient des écarts de traduction du document original dont la version officielle est en anglais. Les évaluateurs avaient donc recommandé à l'UCP et aux équipes d'assistance du PNUD et du FEM, de travailler à harmoniser les traductions du cadre logique et du cadre de rendement du sous-programme Boucle du Mouhoun. Cette recommandation n'a pas été effectivement mise œuvre.

4.1.6. Analyse du dispositif de suivi-évaluation et de rapportage

Des dispositions ont été prévues pour le suivi-évaluation, le suivi-supervision et le rapportage. La plupart de ces dispositions ont été mises en œuvre, et certaines, non exécutées. Le point de la situation est la suivante.

4.1.6.1. Etat de réalisation des actions de suivi-évaluation

Il était prévu, dans le prodoc, de faire le suivi annuel de l'ensemble du programme CPP grâce à des réunions communes de Revue tripartite de programme(RTP) du CPP, du MEDD(MEEVCC), du MEF (DGCOOP) et du PNUD, à la fréquence d'au moins une fois par an. En principe, tous les coordonnateurs de sous-programmes devaient être présents avec le sous-programme National de Coordination au premier plan. La première réunion devait se tenir dans les douze premiers mois suivant le début de la mise en œuvre. Ces dispositions n'ont pas être respectées ; parce que, au final, les sous-programmes ont fonctionné de manière autonome.

Cependant, à travers le sous-programme de Coordination Nationale, il y a la consolidation des rapports annuels des quatre sous-programmes du CPP en un document unique.

Le document de projet(Prodoc) prévoyait une revue tripartite finale commune des 4 sous-programmes du CPP dans le dernier mois de la phase 1 du CPP, lorsque tous les sous-programmes auront achevé la mise en œuvre (ou si la plupart d'entre eux l'ont achevée, dans le cas où un sous-programme spécifique aurait de sérieux problèmes ou retards). Au moment de la réalisation de l'évaluation finale du sous-programme BMHN, cette revue tripartite n'a pas encore eu lieu.

Il était prévu un atelier de démarrage du sous-programme qui a effectivement été tenu en 2012.

Les Rapports d'activités annuels du sous-programme ont été effectivement réalisés par l'unité de coordination en 2013, 2014, 2015, 2016 et 2017. Ces rapports comportent un volet exécution technique et un volet exécution financière. De même, chaque année, des Programmes de travail et Budget Annuel (PTBA) ont été élaborés.

Une évaluation à mi-parcours a été réalisée en 2016, telle que préconisée. Elle devrait, cependant, intervenir plutôt qu'en 2016, notamment à la mi 2014, pour se situer à mi-chemin du sous-programme qui s'est exécuté de 2012 à 2017.

L'évaluation finale indépendante a été réalisée en 2018. Elle a fait le point de l'état de mise en œuvre des activités et analysé les performances du sous-programme.

4.61.2. Les résultats obtenus en matière de suivi-évaluation

L'atelier de démarrage de la mise en œuvre, organisé en 2012, a permis l'appropriation et une meilleure compréhension du sous-programme par toutes les parties prenantes. Il a aussi permis de préciser les rôles, les fonctions et les responsabilités du Bureau Pays du PNUD, du gouvernement, du comité de pilotage et de l'équipe de coordination du sous-programme.

Une étude de base sur les indicateurs, prévue, et qui n'a pas pu se réaliser, a été un handicap qui a fait que certains indicateurs n'ont pas pu être renseignés, car ils n'étaient pas suffisamment SMART ou que les informations y relatives étaient difficiles à collecter.

Les missions conjointes de supervision ont eu pour résultats une meilleure connaissance des acquis et insuffisances du sous-programme, une identification des contraintes et des propositions de solutions.

La tenue régulière des sessions du comité de pilotage a permis la définition des orientations du sous-programme à travers l'examen et l'adoption des PTBA, ainsi que la formulation de recommandations pour une meilleure conduite des activités.

L'évaluation à mi-parcours et l'évaluation finale ont permis de déterminer le niveau d'accomplissement des objectifs de départ, le niveau d'obtention des résultats attendus, les performances en matière d'effets, d'impacts et d'efficacité, entre autres, et enfin de formuler des recommandations pour le futur.

Tableau n°4 : Appréciation de l'état de mise en œuvre du Plan d'action indicatif du suivi-évaluation et le budget correspondant

Activités	Agent responsable	Chronologie	Appréciation de l'état de réalisation des activités de Suivi-évaluation	Appréciation des résultats obtenus suite à la mise en œuvre des activités se suivi-évaluation
Atelier de lancement	L'équipe du CPP (Coordination National + sous-programmes régionaux) ; Le PNUD et d'autres cofinanciers	1 mois après le CPP ou le démarrage du sous-programme	Activité réalisée	Une meilleure compréhension et appropriation du sous-programme par toutes les parties prenantes
Etude de base des indicateurs du CPP	Le sous-programme de Coordination Nationale du	–	Activité non réalisée	La non réalisation de cette activité a

	CPP			constitué un handicap pour le renseignement de certains indicateurs
Missions conjointes de suivi	L'équipe du CPP; PNUD; cofinanciers	Chaque année si nécessaire	Activité réalisée	Une meilleure connaissance des activités de terrain, ainsi que des contraintes rencontrées
Comité de pilotage	Le sous-programme de Coordination Nationale	Deux fois par an	Activité réalisée	La définition des grandes orientations du sous-programme
Evaluation à mi-parcours	Le CPP avec les conseils du PNUD	A mi – parcours de la mise en œuvre	Activité réalisée	Une évaluation des résultats et performances du sous-programme, ainsi que la formulation de recommandations
Evaluation finale	Le CPP avec les conseils du PNUD	A la fin du CPP	Activité réalisée	Une évaluation des résultats et performances du sous-programme, ainsi que la formulation de recommandations
Rapport final	Les équipes du CPP	A la fin du CPP	Activité non réalisée	Une auto-évaluation des résultats obtenus par le sous-programme
Audit	L'équipe du sous-programme et le CPP	Annuel	Activité réalisée	Une vérification de la qualité de l'exécution financière et comptable du sous-programme
Documentation et diffusion des leçons apprises	Le CPP, les partenaires de co-financement, le PNUD		Activité réalisée	Un partage des acquis du sous-programme

4.2. EXECUTION TECHNIQUE DU SOUS-PROGRAMME

4.2.1. L'état d'obtention des Résultats attendus du sous-programme

Les activités développées ont permis d'obtenir des résultats tangibles :

Le Résultat N°1 : Les activités menées au titre de ce résultat ont conduit à une prise de conscience réelle au sein de la population du phénomène de dégradation des ressources naturelles de la région qui se traduit par :

1. La volonté accrue des professionnels de la GDT/GRN de développer le partenariat autour des questions se rapportant à la gestion des ressources naturelles et d'aller en synergie dans la conduite des actions visant à freiner ce fléau.
2. La forte implication des acteurs à la base dans la conduite des activités menées sur le terrain en matière de GDT (aménagement des bas-fonds et des forêts, récupération des terres dégradées, etc.), perçues par ces derniers comme des mesures efficaces d'adaptation aux effets du changement climatique.

Au regard de ces acquis, le niveau d'atteinte global du résultat N° 1 est estimé à 80%.

NB : Le détail des estimations du niveau d'obtention de ce Résultat et des Résultats suivant est donné au chapitre 4.4.3.

Résultat N°2 : Les activités de ce résultat ont permis à de nombreux acteurs d'approfondir leurs connaissances sur les textes qui régissent la gestion des ressources naturelles au Burkina Faso. Par ailleurs, il a été mis en place des instances locales de gestion des ressources naturelles telles la Commission Foncière Villageoise (CFV), la Commission de Conciliation Foncière Villageoise (CCFV), le Comité de GRN, etc. En outre, les Plateformes de partenariat ont favorisé la concertation et le dialogue entre acteurs et professionnels de la GDT. Ces cadres d'échanges ont facilité le développement du partenariat et de la synergie dans les interventions en matière de GDT/GRN dans la région. En plus, grâce au renforcement de leurs capacités par le Sous-programme sur la citoyenneté environnementale et le plaidoyer/négociation en matière de GDT/GRN, les élus locaux de la région peuvent désormais drainer des ressources au profit de leurs communes respectives pour traduire en actes concrets les actions contenues dans le Plan d'Action Multipartite Régional de GDT.

Au regard de ces acquis, le niveau d'atteinte global du résultat N° 2 est estimé à 100 %.

Résultat N°3 : Plus de 3000 ha, dans la zone d'intervention du Sous-programme, ont été touchés par les bonnes pratiques de GDT qui, aux dires des acteurs à la base, permettent non seulement d'améliorer la productivité de leurs systèmes de production, mais également de s'adapter au changement climatique. Les appuis du Sous-programme ont permis d'aménager des bas-fonds favorisant la culture du riz pluvial dans des zones où cette culture n'était pas pratiquée. Cela a engendré, aux dires des bénéficiaires, une modification voire amélioration de leurs habitudes alimentaires couplée à la pratique du maraichage en saison sèche qui leur procure des revenus substantiels. Les foyers améliorés diffusés auprès

des femmes ont amélioré les conditions de travail et la santé de ces femmes, tout en leur procurant des marges bénéficiaires appréciables. Grâce à la réalisation des pistes à bétail, la récurrence des conflits entre usagers des ressources naturelles notamment entre agriculteurs et éleveurs a tendance à baisser dans les communes d'intervention du Sous-programme.

Ces acquis confèrent à ce résultat N° 3, un niveau d'atteinte global estimé à 95 %.

Résultat N°4 : Le Sous-programme a été bien géré et l'unité de coordination est une référence pour le dialogue et la coopération en matière de GDT dans la région.

Ces acquis confèrent au résultat N°4, un niveau d'atteinte global estimé à 95%.

4.2.2. Le niveau de réalisation des activités

Le taux de réalisation des activités a été calculé à partir de la cible cumulée réalisée pendant l'exécution du projet, rapportée à la cible attendue de la composante. (CF tableau N°5).

Ainsi, à la date du 31 décembre 2017, on peut constater que le taux moyen de réalisation des activités du sous-programme est de 86,34%, ce qui est satisfaisant ; avec toutefois des taux moyens très différents d'un résultat à l'autre :

- Résultat 1 : 79,6%
- Résultat 2 : 76,7%
- Résultat 3 : 88%
- Résultat 4 : 100%

Tableau n°5 : Etat de réalisation des activités par Résultat

Résultat attendu	Indicateur de résultat attendu	Indicateur associé (Progrès vers le résultat)	Valeur cible attendue de la phase 1	Valeur cible atteinte (cumul 2012-2017)	Valeur cible atteinte de l'année 2017	Taux de réalisation des activités (TRA) en %
R1 : Une plateforme de partenariat durable sur la GDT est mise en place et est fonctionnelle dans la région de la Boucle du Mouhoun	Mécanismes de partenariat ou de coordination fonctionnels pour la GDT dans la région	Session de plateforme de concertation, d'échange et de dialogue sur la GDT aux niveaux régional provincial et communal (session)	55	35	00	79,6%
	Plan d'investissements multipartite régional en matière de GDT élaboré et/ou révisé	Plan annuel d'investissements multipartite régional en matière de GDT (plan)	05	05	01	

Résultat attendu	Indicateur de résultat attendu	Indicateur associé (Progrès vers le résultat)	Valeur cible attendue de la phase 1	Valeur cible atteinte (cumul 2012-2017)	Valeur cible atteinte de l'année 2017	Taux de réalisation des activités (TRA) en %
R2 : Un environnement institutionnel et politique qui renforce la sensibilisation et la mise en œuvre de la gestion durable et équitable des terres est créé dans la région de la Boucle du Mouhoun	Institutions régionales, territoriales et communautaires jouant un rôle efficace dans la GDT et la GRN	Institution régionale (institution)	01	01	00	76,7%
		Institution territoriale (institution)	05	09	00	
		Institution communautaire (institution)	35	53	01	
R3 : Des pratiques de gestion intégrée, durable et équitable des terres sont promues, y compris des connaissances locales novatrices fondées sur des pratiques adaptées aux changements climatiques	Superficie de terres agricoles, de zones pastorales, de berges et de zones humides aménagées en GDT Echanges organisés en vue de partager les expériences en matière de GDT	Superficie (Ha)	5.000	4353	1180	88%
		Voyage d'étude et d'échange d'expériences au profit des producteurs (voyage)	04	04	00	
		Participation des acteurs au fora de partage ou/et séminaires (voyage)	10	14	03	
R4 : Une gestion adaptée du sous-programme est fonctionnelle et sert de modèle pour des interventions ultérieures dans la région de la Boucle du Mouhoun	Plans de Travail et Budget Annuel (PTBA) et des revues de mise en œuvre du projet (PIR) élaborés et prenant dûment en compte les résultats du suivi et évaluation Documents de pratiques de GDT élaborés et largement diffusés dans la région (ex : de meilleures pratiques, des guides de terrain, des innovations locales, des enseignements tirés, des dépliants, des séries radiophoniques)	PTBA/élaboré et validé (PTBA)	05	06	01	100%
		Rapport périodique élaboré et validé (Rapport)	25	29	05	
		Revue de mise en œuvre réalisée (PIR) (Revue)	04	04	01	
		Document de bonne qualité en GDT produit et diffusé (document)	05	04	00	

Source : rapports d'activités du sous-programme

L'état de mise en œuvre technique du sous-programme est présenté ci-après, de manière exhaustive, par Résultat.

4.2.2.1. Résultat N°1: la planification de l'utilisation des terres, la coordination et les partenariats pour la GDT sont établis dans la Région du Mouhoun.

Les activités ci-après, présentés par grande action, ont été réalisées :

Organisation des sessions de la plateforme de partenariat cadre sur la GDT aux niveaux régional, provincial et communal : Il s'est tenu au niveau régional deux sessions de la plateforme en 2013 : deux sessions en 2014 ; une session en 2015 ; deux sessions en 2016 ; aucune session en 2017 car il était prévu de coupler les sessions avec l'atelier sur la Neutralité de la Dégradation des Terres (NDT) qui devait être organisé en partenariat avec le SP/CNDD. Il y a eu trois rencontres d'échanges de la plateforme au niveau provincial en 2013 ; deux rencontres en 2014 ; une rencontre en 2015 ; deux en 2016 ; aucune en 2017. Il a été organisé cinq rencontres de la plateforme au niveau des communes en 2013 ; six rencontres en 2014 ; 3 rencontres en 2016 ; aucune en 2017.

Evaluation concertée des Plans Annuels d'Investissement Multipartite Régional (PAIMR) en matière de GDT : L'évaluation a été réalisée par la Direction Régionale de l'Economie et de la Planification (DREP) qui, par son rôle régalién, assure le suivi-évaluation des investissements de développement au niveau régional.

Création et animation d'une page web régionale : Une page web régionale sur la GDT fonctionnelle a été créée sur le site de l'ONEDD en vue de la mise en place d'un dispositif opérationnel de Suivi et Evaluation sur la GDT en cohérence avec l'ONEDD.

Renforcement des capacités des acteurs et professionnels de la GDT aux niveaux régional, provincial et communal : Il y a eu l'acquisition et la dotation des acteurs et professionnels de la GDT au niveau régional de lots d'équipements informatiques ; de fournitures de bureau, d'armoires métalliques et de GPS. Des formations sur la formulation des projets structurants, sur la GDT et sur les concepts associés ont été organisées au profit des acteurs de la région, ainsi que des formations sur l'utilisation de l'outil GPS. Un canevas/ guide d'élaboration concertée d'un planning annuel d'activités des membres de la Plateforme Régionale de Partenariat (PRP-GDT) a été élaboré. Le Protocole d'exécution tripartite a été élaboré et signé entre le CPP-BMH, la DG-AEM et le Comité Local de l'Eau (CLE), Sourou II. Voyage d'étude et d'échange d'expériences a été organisé au profit des membres du CLE Sourou II auprès de l'Agence de l'eau des Cascades et de la Police de l'eau des Hauts-Bassins. Cependant, deux sessions de formation pour les agents d'exécution des activités de GDT, prévues en 2013, n'ont pas été réalisées.

Appui à la formulation de plan d'actions multipartite régional en matière de GDT et de plans d'actions communaux annuels de GDT au niveau des sites d'intervention : les plans annuels d'investissements multipartites régionaux en matière de GDT ont été élaborés de façon concertée. Ces plans prennent en compte la planification annuelle en

matière de GDT au niveau régional ; 4 cartes thématiques ont été acquises. Les plans d'actions pluriannuels régionaux en matière de GDT ont également élaborés.

Conduite des évaluations de la séquestration du carbone pour diverses pratiques de GDT et pour des agro systèmes spécifiques : Des acteurs de la région ont bénéficié d'une sensibilisation sur la séquestration de carbone. Cependant, une étude prévue sur la séquestration du carbone n'a pas été réalisée.

Vulgarisation des outils d'analyse de la vulnérabilité des communautés et à l'adaptation au changement climatique : Une session de formation a été organisée au profit de 29 acteurs et professionnels de la GDT dont une femme, représentant les STD du secteur rural. Cependant, une formation pour s'approprier et diffuser les outils produits par les partenaires dans le domaine de l'analyse de la vulnérabilité des communautés n'a pas été réalisée à cause du déblocage tardif des fonds.

Formations en vue d'établir un niveau de référence dans les sites pour chacun des indicateurs CPP : une étude sur la situation de référence des indicateurs du cadre de résultat du Sous-programme a été réalisée.

Appui à la mise en place d'un dispositif opérationnel de suivi-évaluation sur la GDT au niveau régional en cohérence avec l'ONEDD : l'harmonisation de la nomenclature des activités GDT n'a pas été faite à cause du déblocage tardif des fonds.

4.2.2.2. Résultat N°2 : La décentralisation des fonctions de GDT/GRN est effective

Les activités ci-après, présentées par grande action, ont été réalisées :

Mise en place d'un organe régional représentant l'autorité nationale pour la GDT : une plateforme régionale de partenariat en matière de GDT (PRP-GDT) a été mise en place par arrêté du Gouverneur de la région avec un noyau technique de 10 membres.

Appui à l'émergence et/ou à l'opérationnalisation de structures locales compétentes pour promouvoir la GDT, en particulier dans les zones où les conflits surgissent autour de l'accès et le contrôle des RN : Les acteurs locaux ont été formés sur la loi 034 – 2009 portant régime foncier rural et l'établissement concerté d'un plan d'action y afférent. Vingt animateurs chargés de la mise en place des instances foncières villageoises ont été formés. 16 commissions foncières villageoises (CFV) et 16 Commissions de Conciliation Foncières Villageoises (CCFV) ont été mises en place en 2015. Les équipes d'animation ont été mises en place dans les villages d'intervention. Au moins dix (10) comités GRN des espaces agricoles, forestiers, pastoraux aménagés, ont été formés pour une gestion durable et rentable de ces espaces.

Appui à l'émergence de conventions locales relatives à la GRN, s'inspirant des lois et réglementations nationales de GDT et du processus de décentralisation : Six conventions locales de gestion et d'exploitation des ressources stratégiques ont été établies sur les sites d'intervention. Des règles consensuelles pour la gestion et l'exploitation des bas-fonds aménagés et les forêts villageoises délimitées ont été définies avec l'appui des agents d'encadrement.

Amélioration, diffusion et promotion de l'applicabilité des lois en vigueur, en particulier celles ayant trait à l'amélioration de la sécurité foncière, la décentralisation et la gestion intégrée des ressources en eau, de la flore et de la faune, des ressources forestières et des activités pastorales : huit sessions, dont cinq au niveau communal, de diffusion de la loi 034-2009 portant régime foncier en milieu rural ont été organisées. Deux ateliers communaux ont été organisés et 206 acteurs communaux et villageois dont 15 femmes ont été sensibilisés sur les dispositions de la loi d'orientation relative au pastoralisme et sur celles du code forestier.

Financement de l'élaboration des supports de formation et d'outils de GRN : Une pièce de théâtre forum, un film documentaire, un recueil de contes et de légendes du terroir sur la GDT et une émission radiophonique ont été élaborés en vue de renforcer la sensibilisation et la mise en œuvre de la gestion durable et équitable des terres. Un film documentaire, 1000 dépliant et des fiches sur les activités de GDT menées ont été produits. Trois supports de communication de proximité (un film documentaire, des jeux et débats radiophoniques) ont été produits à l'intention des élèves et des populations de la région.

Financement de la formation à grande échelle du public, des ONG et des acteurs communautaires : Des supports de communication de proximité en matière de GDT ont été diffusés dans 14 villages. Les populations de 30 villages, les élèves, le personnel enseignant, les membres des APE de huit écoles primaires, et d'autres auditeurs des canaux de diffusion des émissions radiophoniques produits, ont été touchés par les informations et les enseignements sur la GDT dans la région de la Boucle du Mouhoun. Une charte foncière pour la gestion de la marre à crocodiles de Balavé a été élaborée en 2017.

Financement de la stimulation de la citoyenneté environnementale et les compétences en plaidoyer/négociation : Aucune activité n'a été réalisée dans ce domaine, à cause du déblocage tardif des fonds.

Intégration des lois et des réformes régulatrices de la GDT dans les plans de développement, stratégies, programmes et outils de planification locaux : Un Appui a été apporté à la prise en compte de la GDT dans les plans locaux à travers la relecture de PCD dans une commune d'intervention.

Mise en place d'un fonds au sein du Fonds Permanent pour le Développement des Collectivités Territoriales (FPDCT) : Des démarches ont été entreprises auprès de l'antenne régionale du FPDCT, mais avec la mise en place du Fonds d' Investissement de l'Environnement FIE au niveau du Ministère de l'Elevage des Ressources Halieutique MERH, le CPP-BMH envisage de s'inspirer de son expérience. Formation des membres des comités en charge du suivi du développement de la GDT : les TDR ont été élaborés, un prestataire identifié et un protocole d'exécution a été établi.

Financement de la stimulation de la citoyenneté environnementale et les compétences en matière de plaidoyer/négociation : Une session de formation a été organisée.

4.2.2.3. Résultat N°3 : Les meilleures pratiques de GDT et de mise en valeur des sols sont largement promues et vulgarisées à travers la région de la Boucle du Mouhoun

Les activités ci-après, présentés par grande action, ont été réalisées :

Familiarisation avec les bonnes pratiques, les connaissances locales et les principes de gestion locale : Une étude de base sur les pratiques de GDT a été réalisée en vue d'identifier des bonnes pratiques à vulgariser.

Evaluation critique participative des expériences passées dans la région en matière de GDT : Une étude sur les expériences passées en matière de GDT dans la région a été réalisée en 2014.

Vulgarisation des techniques innovantes : A titre d'exemple, on peut citer, entre autres, les réalisations suivantes, y relatives : Des forêts communale et villageoises ont été créées et enrichies par la suite, sur des sites au niveau de quatre communes (Djibasso, Bondoukuy, Dédougou et Tansila). La protection des berges des fleuves Mouhoun et Sourou dans les villages de Sono et Kouri a été réalisée ; Sur deux sites, 30 ha en amont des terres agricoles ont été délimités et enrichis en plants dans les villages de Kié et Nayerena (commune de Djibasso) ; Un site de 1,5 ha a été aménagé pour la protection d'une zone humide dans le village de Kolonzo (commune de Djibasso) ; Deux bosquets sacrés au chef-lieu de la commune de Tansila ont été délimités et enrichis ; 14 760 plants ont été mis à la disposition des acteurs dans les communes de Dédougou, Bondoukuy, Djibasso et Tansila pour la protection des berges et l'enrichissement des forêts communales et villageoises ; Une zone de pâture d'environ 900 ha a été délimitée et marquée dans le village de Moara (commune de Tansila) pour atténuer les conflits récurrents entre agriculteurs et éleveurs ; Un couloir d'accès pastoral a été réalisé dans le village de Moara (commune de Tansila) . Deux bas-fonds rizicoles au niveau de deux communes (Bondoukuy et Tansila) ont été aménagés. Des activités de végétalisation ont été effectuées sur 1200 mètres linéaires le long de cours d'eau au niveau de cinq sites dans quatre communes (Bondoukuy, Balavé, Sono, Djibasso) . La culture de niébé fourrager a été pratiquée sur cinq sites de trois communes (Sono, Djibasso, Balavé) par des producteurs pour l'alimentation de leurs animaux. 30 ménages de quatre communes (Bondoukuy, Balavé, Djibasso, Tansila) ont été appuyés pour la construction et l'utilisation de bio-digesteurs. 405 femmes membres d'associations et de groupements de neuf communes ont reçu des formations sur la confection et l'utilisation de foyers améliorés. Des espaces villageois dans neuf sites au niveau de cinq communes (Djibasso, Dédougou, Bourasso, Toma et Sono) ont été reboisés . La diffusion des bonnes pratiques et techniques innovantes en matière de GDT a été menée dans neuf communes. 130 fosses fumières ont été réalisées et stabilisées. 37,15 hectares de terre agricole ont été traités à l'aide de cordons pierreux, six hectares à l'aide de zaï amélioré et cinq hectares avec des demi-lunes. Deux zones de pâture de 400 hectares ont été délimitées. Trois couloirs d'accès d'une longueur de 22 000 ml ont été délimités dans deux communes. 628 plants ont été mis en terre par 7 producteurs pour la végétalisation des berges. Du riz pluvial et des produits maraîchers ont été produit dans les bas-fonds aménagés et des puits maraîchers y ont été réalisés. Neuf bonnes pratiques de GDT dont deux agricoles, trois pastorales, trois forestières, une fluviale, ont été promues à titre démonstratif dans les neuf communes. Deux pistes à bétail de 30 000 mètres linéaires (MI) ont été balisées. Cinq fenils ont été construits à titre démonstratif d'une bonne pratique de conservation du fourrage. Huit communes ont été couvertes par l'appui aux aménagements des forêts, des plans d'eau et des terres fluviales et agro sylvo pastorales. 180 ha sur 220 sites individuels au niveau de huit communes, ont été couverts par l'application de la culture fourragère de niébé.

Cent tonnes de fourrage ont été produits à travers la fauche et la conservation du fourrage naturel. 100 ha de terres de berges ont été protégés. Cinq sites de mises en défens ont été consolidés en 2017. Le site collectif de l'Association des dolotières de la commune de Dédougou a été enrichi avec des plants d'espèces diverses.



Encadré n° 1 : Mise en défens de 3,5ha

Le promoteur est un agro pasteur. Il confie que la mise en défens de 3,5 ha de ces terres lui permet d'avoir du fourrage pour ces animaux. Sans la mise en défens il ne pouvait pas faucher une quantité suffisante de fourrage à cause des animaux et des feux de brousse. « J'ai un contrat de protection de 5 ans sans y cultiver, mais je peux y pratiquer l'apiculture et reboiser, je vois que cela est très bénéfique car cela restaure le sol et le couvert végétal en plus je

consERVE le fourrage dans un Fenil et je fabrique de la fumure organique grâce aux fosses fumières construits par le CPP. Beaucoup de gens viennent voir et veulent faire la même chose ».

Inclusion de l'éducation environnementale notamment la GDT dans les programmes scolaires : L'éducation environnementale (EE) été promue dans huit écoles primaires à travers la mise en place de bosquets scolaires ; Une haie vive scolaire de 800 ml été réalisée dans le lycée départemental de la commune de Djibasso ; 480 plants ont été produits dans deux sites de deux écoles primaires de la commune de Bondoukuy à but d'éducation environnementale ; 12 bosquets scolaires ont été mis en place dans des écoles primaires des communes d'intervention ; 3803 plants mis en terre au niveau des bosquets scolaires créés dans vingt établissements d'enseignement primaire et secondaire. Il est à noter, cependant qu'une formation des enseignants de dix écoles sur l'Education Environnementale n'a pu se réaliser en raison du déblocage tardif des fonds.

Participation à des fora en vue de négociations et d'échange d'expériences en GDT :

Un voyage d'échange d'expériences été organisé au profit des producteurs de la région dans les Cascades ; 3 cadres du Sous-programme ont participé à des séminaires de formation à Lomé (Togo) ; Le Coordonnateur a pris part à la 11^{ème} session de la COP de l'UNCCD tenue à Windhoek en Namibie ; à la COP 12 de l'UNCCD à Ankara (Turquie), à la COP 21 sur les Changements Climatiques à Paris et à la COP 22 tenue à Marrakech ; La 4^{ème} conférence du CONEDD été tenue. Deux rencontres d'échange d'expériences sur la GDT ont été organisées au Canada et au Maroc au profit de deux acteurs de la mise en œuvre de la GDT dans la région. Deux Experts du sous-programme ont été formés et sont aptes à mener les activités d'auto-évaluation et de capitalisation des aspects transformationnels des projets et programmes de GRN/GDT. Trois acteurs du Sous-

programme ont part à la COP 13 de l'UNCCD et à la COP 23 sur les changements climatiques.

Participation à la célébration au Burkina Faso de la Journée Mondiale de Lutte Contre la Désertification : Contribution du Le CPP-BMH apporté une contribution à hauteur de 5 000 000 F CFA et a participé à l'animation des stands

Mise en œuvre d'activités de sensibilisation, telles que la création de musées écologiques et de jardins de plantes médicinales dans les zones pilotes : Un site a été identifié, mais l'activité n'a pas été menée à cause du manque de ressources financières et du retard des acteurs partenaires dans la conduite de l'activité.

Formation des producteurs sur les meilleures pratiques de gestion de leurs activités en vue de renforcer les capacités des organisations paysannes en matière de gestion de la production et de la commercialisation : Aucune activité n'a pu être réalisée dans ce domaine.

Organisation des voyages d'études : Une visite commentée a été organisée au niveau des bas-fonds aménagés de Douma. Des voyages d'études et d'échanges d'expériences ont été organisés au profit de 30 producteurs et professionnels de la GDT de la région, dont 7 femmes.

Création d'un réseau régional de Producteurs innovants en GDT : Des TDR ont été élaborés et un Prestataire recruté 2016 pour la conduite l'activité.

Organisation d'une compétition sur les techniques et technologies innovantes pour la région et la sélection des gagnants : Une compétition a été organisée à travers des jeux radiophoniques dans les écoles d'enseignement primaire abritant des bosquets scolaires.

Développement et mise en œuvre d'une stratégie de communication en phase avec les autres Sous-composante et le développement de supports appropriés : 1000 dépliants, 1000 Tee-shirts, 500 calendriers, 100 agendas, ont été produits et diffusés auprès des partenaires du Sous-programme. Des supports IEC sur la GDT et le Sous-programme ont été produits et diffusés.

Organisation des visites commentées sur les réalisations de bonnes pratiques de GDT dans les communes d'intervention : Une visite commentée a été organisée sur les bonnes pratiques de GDT au profit des acteurs de la région.

Une auto-évaluation participative et critique des résultats de la mise œuvre du Sous-programme était prévue mais n'a pas été réalisée par manque de ressources financières.

4.2.2.4. Résultat N°4 : La gestion du Sous-programme est assurée de manière rentable et adaptée

Les activités ci-après, présentés par grande action, ont été réalisées :

Mise en place, renforcement des capacités et fonctionnement du Comité de Pilotage : Deux sessions du comité de pilotage (COPIL) du Sous-programme ont été tenue chaque année.

Recrutement et gestion d'une équipe régionale composée de personnel du CPP, d'employés des services techniques impliqués et d'experts/Consultants nationaux et internationaux : Des travaux de construction de la clôture du siège du sous-programme ont été exécutés à Dédougou ; Des fournitures de bureau et équipements ont été acquis pour l'Unité de Coordination du Sous-programme, ainsi qu'un véhicule 4X4 ; Un chauffeur a été recruté ; Un système de gestion du sous-programme a été mis en place et été fonctionnel.

Planification et suivi-évaluation y compris le suivi et la gestion des risques : Des rapports périodiques ont été produits: PTBA, rapports d'activités, revue de mise en œuvre (PIR) ; Des missions de suivi et de supervision externes ont été organisées.

Développement et mise en œuvre d'une stratégie de communication en phase avec les autres Sous-composantes et développement de supports appropriés : Des supports de communication appropriés ont été élaborés, reproduits et diffusés.

Gestion des ressources matérielles et financières et l'attribution des contrats : Des rapports financiers, des requêtes de financement et des demandes d'avances de fonds ont été élaborés. L'audit annuel des comptes du Sous-programme été effectué. L'évaluation à mi-parcours du sous-programme été réalisé en 2016 et l'évaluation finale en janvier 2018.

4.3. EXECUTION FINANCIERE DU SOUS-PROGRAMME

4.3.1. Financement du sous-programme

Le budget total du sous-programme est de 1 629 272 208 FCFA, réparti ainsi qu'il suit par Résultats attendus :

Résultat attendu N°1 : 311 225 000 FCFA ;

Résultat attendu N°2 : 339 500 000 FCFA ;

Résultat attendu N°3 : 631 800 000 FCFA ;

Résultat attendu N°4 : 346 747 208 FCFA.

La répartition de ce budget, par sources de financement, est la suivante :

PNUD : 224 800 000 FCFA, soit 13,8% ;

FEM : 1 251 225 000 FCFA, soit 76,80 % ;

Contrepartie nationale : 153 247 208 FCFA, soit 9,4%.

Sur ce budget prévisionnel total de 1.629.272FCFA, le montant effectivement mobilisé a été de 1 685 836 736 FCFA, soit un taux de mobilisation de 103,47%.

Tableau n° 6 : Répartition des ressources financières du Sous-programme par Résultats attendus et mobilisation des ressources

Résultats attendus du sous-programme	Budget prévisionnel En FCFA	Budget effectivement mobilisé En FCFA	Taux de mobilisation financière (%)
Résultat attendu N°1	311 225 000	220 414 536	70,82
Résultat attendu N°2	339 500 000	139 835 750	41,18
Résultat attendu N°3	631 800 000	696 934 641	110,31
Résultat attendu N°4	346 747 208	628 651 809	181,30
TOTAL du Sous-programme	1 629 272 208	1 685 836 736	103,47

Source : Les responsables du sous-programme BMHN

Tableau n° 7 : Source de financement du Sous-programme CPP BMH

Sources de financement	Montant du financement	Taux de financement par source de financement
PNUD	224 800 000	13.8
FEM	1 251 225 000	76.80
Contrepartie nationale	153 247 208	9.40
Bénéficiaires	PM	PM
TOTAL	1 629 272 208	100

Sources : Les données des tableaux ci-dessus ont été fournies sur la base des copies des rapports financiers transmis au PNUD par le Sous-programme et du Document de Projet (Prodoc).

4.3.2 Taux d'exécution financière du sous-programme

Le taux d'exécution financière globale au 31 décembre 2017 du sous-programme est de 93,28%, soit un montant dépensé de 1 519 793 355 FCFA, se répartissant ainsi qu'il suit par Résultats attendus :

Résultat attendu N°1 : 130 251 834 FCFA, soit 41,85% ;

Résultat attendu N° 2 : 33 293 186 FCFA, soit 9,81% ;

Résultat attendu N° 3 : 33 293 186 FCFA, soit 108,20% ;

Résultat attendu N° 4 : 672 644 494 FCFA, soit 194%.

Tableau n° 8 : Exécution financière du Sous-programme CPP BMH

Résultats attendus du sous-programme	Budget prévisionnel	Budget dépensé Au 31 décembre 2017	Taux d'exécution financière (%)
Résultat attendu N°1	311 225 000	130 251 834	41,85

Résultat attendu N°2	339 500 000	33 293 186	09,81
Résultat attendu N°3	631 800 000	683 603 841	108.20
Résultat attendu N°4	346 747 208	672 644 494	194
TOTAL Sous-programme	1 629 272 208	1 519 793 355	93,28

Source : Les données des tableaux ci-dessus ont été fournies sur la base des copies des rapports financiers transmis au PNUD par le Sous-programme et du Document de Projet (Prodoc).

Selon la Coordination du sous-programme, le faible niveau d'exécution financière des Résultats N° 1 et 2 (41,85% et 9,81%) s'explique par le fait que l'accent a été mis sur la mutualisation des ressources financières avec les partenaires impliqués dans la mise en œuvre des activités de GDT/GRN au niveau des communes d'intervention (cas du partenariat entre le CPP BMH et la SNV). Par ailleurs, la dissolution des Conseils Municipaux en fin 2014 a influencé sur les activités impliquant ces acteurs.

Le budget alloué au résultat N° 3 a été dépassé carde trois communes (Di, Balavé et Fara) initialement prévues dans le document du projet, les activités de promotion et de diffusion des bonnes pratiques de GDT menées par le Sous-programme ont été étendues à neuf (09) communes (Dédougou, Bondoukuy, Bourasso, Djibasso, Sono, Toma, Kougny, Balavé et Tansila) et ce, sur recommandation des membres du Comité de Pilotage (cf. CR de la deuxième session ordinaire de 2013 du Comité de Pilotage du Sous-programme tenue le 20 décembre à Boromo chef-lieu de la province des Balé). Aussi, convient-il de souligner que la conduite de ces activités au niveau de ces neuf (09) communes réparties entre quatre (04) provinces (Mouhoun, Kossi, Nayala et Banwa) a engendré des couts (carburant, frais de mission, etc.) qui ont été imputés au résultat 4.

4.4. PERFORMANCES DU SOUS-PROGRAMME SELON LES CRITERES MAJEURS EN MATIERE D'EVALUATION

4.4.1. La mesure de la pertinence du sous-programme

Il s'agit, d'une manière générale, de comparer, d'une part, l'objectif général, les objectifs spécifiques et les effets du sous-programme, avec, d'autre part, les besoins ou les problèmes à résoudre des populations bénéficiaires qui transparaissent dans les politiques et les stratégies de développement du Burkina Faso, du PNUD, du FEM et dans les OMD/ODD.

On peut ainsi noter ce qui suit :

Le CPP au Burkina Faso, y compris le sous-programme BMHN, contribue à l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour Développement (OMD), notamment : l'objectif 1 (réduction de la pauvreté), l'objectif 7 (un environnement durable) et l'objectif 8 (partenariat mondial pour le développement).

Le CPP au Burkina Faso , y compris le sous-programme BMHN, à travers ses objectifs de promouvoir un accès durable et équitable des populations rurales pauvres à la terre, est en cohérence avec le Cadre d'Aide au Développement des Nations Unies UNDAF pour la période 2011-2015, dont l'objectif principal est d'accélérer la croissance économique et durable et pro pauvre, d'améliorer la qualité du capital humain et de rendre plus efficace et respectueuse des droits humains et de l'égalité du genre la gouvernance politique, administrative et économique.

Le CPP, y compris le sous-programme BMHN, s'ajoute au domaine prioritaire d'intervention du FEM sur la dégradation des terres. Globalement, ce cadre vise à faire en sorte que le « Burkina Faso améliore la productivité de ses ressources rurales à travers l'adoption d'une approche durable, intégrée et holistique visant à inverser les tendances à la diminution des ressources environnementales et à réduire la pauvreté ». Il se focalise en particulier sur l'objectif du domaine d'intervention qui est « d'atténuer les causes et les impacts négatifs de la dégradation des terres sur la structure et l'intégrité fonctionnelle des écosystèmes à travers des pratiques de gestion durable des terres pour une amélioration du cadre de vie et du bien-être économique des populations ».

Le CPP et le Sous-programme BMHN contribuent également à la mise en œuvre de plusieurs autres cadres nationaux de développement, en particulier la SCADD, la Stratégie de Développement Rural (SDR), le PAN/LCD, et la stratégie de décentralisation.

En outre, les objectifs du sous-programme sont en cohérence avec les objectifs des politiques agricoles de la CEDEAO (ECOWAS) et de l'UEMOA (PAU) qui sont de « contribuer de manière durable à la satisfaction des besoins alimentaires des populations, au développement économique des Etats membres et à la réduction de la pauvreté en milieu rural ».

- Les mesures environnementales mise en œuvre dans le cadre du sous-programme sont aussi en synergie avec les dispositions des trois conventions post Rio, à savoir : La Convention sur la Lutte contre la désertification (CCD), la Convention sur la diversité biologique (CDB), et la Convention cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC).

Enfin, le sous-programme est bien aligné avec le Plan stratégique du PNUD et le programme de coopération entre le PNUD et le gouvernement (UNDAF ; CPD ; CPAP).

Pour affecter une note de manière rationnelle à ce critère de la pertinence, on a utilisé l'indicateur du « Coefficient de pertinence »(CP). Cet indicateur se décompose en quatre facteurs (a, b, c, d.). Il est noté sur une échelle de 1 à 5, et se calcule ainsi qu'il suit :

Les facteurs d'appréciation du niveau de pertinence du sous-programme	La notation ¹⁷
---	---------------------------

¹⁷Échelle de notation: Très insatisfait (0 à 1); Insatisfait (1.1 à 2); Moyennement satisfaisant (2.1 à 3); Satisfaisant (3.1 à 4); Très satisfaisant (4.1 à 5); valable pour tous les coefficients

Facteur « a » : degré d'alignement des objectifs et activités du sous-programme avec les priorités nationales, les besoins et attentes des populations, les défis majeurs du pays	2/2
Facteur « b » : degré d'alignement des objectifs et activités du sous-programme avec les objectifs, axes et activités de la SCADD, de la SDR, du PNSR, du PAN/LCD, etc.	1/1
Facteur « c » : degré d'alignement des objectifs et activités du sous-programme avec les OMD, les conventions post Rio, l'UNDAF, le CPD et le CPAP.	1/1
Facteur « d » : degré d'alignement des objectifs et activités du sous-programme avec les objectifs et priorités définis dans les politiques et stratégies régionales de la CEDEAO et de l'UEMOA	1/1

Le Coefficient de pertinence (CP) s'obtient ainsi qu'il suit :

$$CP = a + b + c + d = 5$$

Le sous-programme a un niveau de pertinence très satisfaisant.

4.4.2. Mesure du degré de prise en compte du genre

Le sous-programme a apporté un appui spécifique à des associations de femmes, notamment les associations des dolotières et des femmes productrices de soubala de Bondoukuy. L'appui a consisté à des formations et à des dotations en équipements pour la fabrication des foyers améliorés.

Par ailleurs, les femmes sont prises en compte lors de la distribution des parcelles dans les périmètres aménagés. *Par exemple, au niveau d'un périmètre aménagé à Bondoukuy, sur 74 bénéficiaires de parcelles, il y avait 34 hommes et 40 femmes. Sur un autre site, il y avait 33 bénéficiaires, dont 20 hommes et 13 femmes. Cependant, parfois, il est réservé une portion congrue aux femmes.* Ainsi, au périmètre aménagé de Toun, dans la commune de Bondoukuy, les femmes se sont plaintes que les hommes n'ont octroyé que 0,20 ha pour leur association, alors que chacun d'eux a bénéficié de 0,20 ha.

En outre, les femmes sont parties prenantes dans les formations organisées, mais à des proportions moindres que les hommes.

Par contre au niveau du suivi évaluation les données sont désagrégées par sexe.

Pour la dimension du genre, on a utilisé l'indicateur « Coefficient Genre » (CG) pour mesurer et affecter une note, sur une échelle de 1 à 5, selon les modalités indiquées dans le tableau ci-dessous.

Les facteurs d'appréciation du niveau de prise en compte de la dimension genre	La notation
Facteur « a » : degré de prise en compte de la dimension genre lors de la conception, de la mise en œuvre et du suivi-évaluation du sous-programme	1/3

Facteur « b » : degré de contribution du sous-programme à la promotion de l'égalité des genres, à l'autonomisation de la femme et à l'émergence des mécanismes d'inclusion	1,5/2
--	-------

Le Coefficient Genre (CD) s'obtient ainsi qu'il suit : $CD = a + b = 2,5$

Le sous-programme a un niveau moyen de prise en compte de la dimension genre.

4.4.3. La mesure de l'efficacité du sous-programme

L'efficacité dans la mise en œuvre du sous-programme a été appréhendée avec l'indicateur du « Taux d'efficacité » (TE). Ce taux est calculé en faisant une moyenne pondérée de deux facteurs : (i) le Taux d'obtention des résultats (TOR) ; (ii) et le Taux de réalisation des activités (TRA). Une pondération est introduite pour accorder deux fois plus d'importance aux Résultats qu'aux activités, parce que la gestion doit être axée sur les résultats.

Ainsi :

$$TE = (TOR \times 2) + (TRA \times 1) / 3$$

a) Calcul du Taux d'obtention des Résultats (TOR)

Le calcul du TOR est fait à partir d'une estimation du niveau de réalisation des produits qui composent les Résultats. Cette estimation est reprise dans le tableau ci-dessous.

Tableau N° 9 : Taux d'obtention des Résultats

Les Résultats	Les Produits	Les Taux d'obtention des Résultats (TOR)
<u>Résultat 1</u> : La planification et la coordination de l'utilisation des terres ainsi que les partenariats pour la GDT sont établis dans la région de la Boucle du Mouhoun	P1 : Des partenariats dynamiques stimulés au niveau de la région et une participation effective des acteurs dans la planification, la diffusion, la formation et incluant les plans d'investissements liés à la GDT garantie	80%
	P 2 : La création et l'adoption subséquente par les acteurs de la région d'un système commun de suivi évaluation sur la GDT appuyée	
<u>Résultat 2</u> : Un environnement institutionnel et politique, qui renforce la sensibilisation et la mise en œuvre de la gestion durable et équitable des terres, est créé dans la région de la Boucle du Mouhoun	P 1 : Des réformes institutionnelles sont entreprises en vue d'intégrer la dimension de la GDT	100%
	P 2 : Les lois portant sur la GDT et les reformes régulatrices sont vulgarisées et adoptées par les divers acteurs de la région	
	P 3 : Les acteurs de la région sont en mesure d'exercer des responsabilités décentralisées de GRN, au niveau régional et communautaire	

Résultat 3 : Des pratiques de gestion intégrée, durable et équitable des terres promues, y compris des connaissances locales novatrices fondées sur des pratiques adaptées au changement climatique	P 1 : Les techniques pour une utilisation durable des terres et l'aménagement des sols largement promues et diffusées dans la région	95%
	P 2 : Pratiques et leçons en matière de GDT largement partagées entre les acteurs dans la région	
Résultat 4 : Une gestion adaptée du Sous-programme est fonctionnelle et sert de modèle pour des interventions ultérieures dans la région de la Boucle du Mouhoun	P 1 : Sous-programme bien géré et unité de coordination référence pour le dialogue et la coopération en matière de GDT dans la région	95%
Taux d'obtention moyen des 4 Résultats (TOR)		92,5 %

TOR = 92,5%

b) Calcul du Taux de réalisation des activités (TRA)

L'estimation du taux de réalisation des activités a été faite en rapportant les activités réalisées aux activités prévues. Le Taux de réalisation globale des activités est de 86,34%.

TRA = 86,34%.

Les détails des calculs sont donnés dans les tableaux ci-dessous.

Tableau n° 10 : Taux de réalisation annuelle (TRAA) et taux de réalisation globale (TRGA) des activités

Années	2013	2014	2015	2016	2017	2013 à 2017
Taux de réalisation Annuelles des activités (TRAA)	79,75%	81,03%	88,73%	88,48%	93,75%	86,34%

Source : Rapports annuels d'activités du sous-programme BMHN

Remarque : En examinant le niveau de réalisation des activités du sous-programme par année, on relève que c'est en 2017 que le sous-programme a été le plus performant avec un TRAA de 93,75%. En revanche, la plus faible performance est réalisée en 2013, avec un TRAA de 79,75%. Par ailleurs, en analysant l'état d'exécution des activités du sous-programme au niveau de chacun des quatre résultats attendus, on remarque que c'est au Résultat N°4 que l'efficacité est plus élevée, avec un taux d'exécution des activités de 100%, suivi du résultat N° 3, avec un TRAA de 88%, viennent ensuite le résultat N°1, 79,6% et le Résultat N°2, 76,7%.

Tableau N° 11: Taux de réalisation des activités par Résultat attendu

						Moyenne
--	--	--	--	--	--	---------

Résultats attendus	2013	2014	2015	2016	2017	de 2013 à 2017
Résultat N°1	63,64%	83,18%	88,17%	88,5%	75%	79,6%
Résultat N° 2	64,38%	63,57%	81,64%	74,17%	100%	76,7%
Résultat N° 3	86,31%	77,39%	85,14%	91,25%	100%	88%
Résultat N° 4	100%	100%	100%	100%	100%	100%
Ensemble Sous-programme	79,75%	81,03%	88,73%	88,48%	93,73%	86,34%

Source : Calcul réalisés par les consultants

a) Calcul du Taux d'efficacité (TE)

Le taux d'efficacité s'obtient ainsi qu'il suit :

$$TE = (TOR \times 2) + (TRA \times 1) / 3$$

$$TE = (92,5 \times 2) + (86,34 \times 1) / 3 = 90,44\%$$

Le taux d'efficacité global dans la mise en œuvre du sous-programme est ainsi de 90,44%. Ce niveau de performance est jugé Satisfaisant (S).

4.4.4. Les effets et impacts du sous-programme

4.4.4.1. Les effets et impacts des activités de DRS/CES sur les productions végétales

L'activité du sous-programme en matière de défense et restauration des sols, et de conservation des eaux et des sols (DRS/CES), à savoir, par exemple, le Zaï, les cordons pierreux, les butte de terre et l'utilisation de la fumure organique, ont permis, selon une étude du Projet d'Appui aux Filières Agro-Sylvo-Pastorales (PAFASP), d'accroître de 40% les rendements des céréales et du niébé.

Selon la Direction régionale de l'agriculture du Mouhoun, l'amélioration des rendements du fait de la pratique des DRS/CES a été la suivante :

Tableau n° 12 : Evolution des rendements avec la GDT

Spécifications	Rendement sen culture traditionnelle	Rendements avec GDT
Riz	1 à 2 T/ha	4 à 5 T/ha
Coton	500 à 600 Kg/ha	900 à 1000 kg/ha
Maïs	2,3T/ha	2,5 à 3T/ha
Sorgho	600 à 800 Kg/ha	1 à 1,5 T/ha
Niébé	600 kg/ha	1T/ha

Source : Direction régionale de l'agriculture du Mouhoun

Par ailleurs, l'aménagement des bas-fonds pour la riziculture a permis d'accroître les rendements rizières de 1,7T/ha à 5,2T/ha, selon le Chef de la Zone d'Appui Technique Agricole (ZATA) de la commune de Bondoukuy.

En outre, les interventions du sous-programme en matière de maraîchage ont permis :

- Une augmentation des rendements et des productions maraîchers, ainsi que des revenus monétaires : Selon une étude du PAPSA, les aménagements des bas-fonds ont conduit à une augmentation de 40% des rendements. En 2016, le compte d'exploitation sommaire, pour une femme qui faisait de la culture maraîchère dans le bas-fond aménagé de la commune de Bondoukuy, sur environ 150 m², pour une campagne de 6 mois, se présente ainsi qu'il suit :

Encadré n°2 : Exemple de Recettes brutes d'une parcelle de 150 m² de maraîchage :

Recettes brutes

Oignon : 80.000 FCFA
Choux : 40.000 FCFA ;
Carottes : 20.000 FCFA
Tomate : 20.000 FCFA.
Total des recettes brutes : 160.000 FCFA.

Dépenses

Insecticides : 22.500FCFA ;
Engrais : 17.000 FCFA
Fumure organique : PM ;
Main d'œuvre : PM ;
Eau : PM ;
Total des dépenses : 39.500 FCFA.

Soit des recettes nettes de : $160.000 - 39.500 = 120.500$ FCFA/Femme/6mois.

- Une amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations à travers la disponibilité d'une variété de légumes : Les maraîchers produisent divers légumes comme les aubergines, le gombo, les oignons, les carottes, la salade, les choux, etc. Ces légumes sont autoconsommés dans les ménages pour environ 10%. Ils constituent des apports en vitamines et autres éléments nutritifs qui améliorent l'équilibre alimentaire et nutritionnel des membres de la famille.
- La création d'emplois pour les femmes, les jeunes et les adultes, pendant la saison sèche, une période au cours de laquelle, généralement, les populations rurales sont sous employées, voire oisives. Par exemple, au périmètre aménagé de 12 ha, dans la commune de Bondoukuy, 74 bénéficiaires y ont trouvé une

activité rentable en saison sèche. Sur un autre site de la même localité, ce sont 33 personnes qui y développent une activité maraîchère.

- Une réduction de la pauvreté pendant la période de soudure.
- Une atténuation de la vulnérabilité des femmes et des jeunes vis-à-vis des effets néfastes des changements climatiques.
- Un renforcement des organisations communautaires grâce au regroupement des producteurs et productrices en vie associative et à l'entraide dans la mise en œuvre des nouvelles techniques culturales.
- Une forte participation des femmes dans la production et la commercialisation des produits maraîchers.

Encadré n° 3 : Aménagement du Bas fond de Toun



Le président de comité de gestion du Bas-fonds de Toun se dit beaucoup satisfait de l'aménagement du bas fond qui concernait 5ha au départ en 2014. « Cela nous a permis de produire du riz en saison pluvieuse et des légumes en saison sèche grâce aussi aux puits à grands diamètres implantés sur le site. Avec la demande pressante des producteurs, le sous-programme à réaménagement 5ha additionnels. Nous consommons maintenant régulièrement le riz que nous produisons en quantité car les rendements ont augmenté et vendons une partie au marché locale ». Une bénéficiaire représentante d'association des femmes atteste par la même occasion que le maraîchage qu'elle pratique lui permet d'améliorer les repas et les revenus issus de la vente des légumes servent à subvenir à leurs petits besoins de ménage.

4.4.4.2 Les effets et impacts des activités du sous-programme sur les productions animales

Les activités du sous-programme en direction de l'élevage ont surtout porté sur :

La construction de pistes à bétail ;

L'aménagement de zone de pâturage ;

La construction de fenils pour la conservation du foin, les cultures fourragères et la fauche et conservation du foin naturel.

Les effets et impacts de ces activités ont été les suivants :

Les fourrages sont disponibles en quantité suffisante pendant la saison sèche, du fait de l'aménagement des aires de pâture et de la conservation du fourrage dans les fenils. Ceci a eu pour conséquence la production de lait de vache en saison sèche. Par ailleurs, en saison des pluies, les quantités de lait produites par vache sont passées de 1,5-2 litres/jour/vache à environ 3,5 l/j/vache en plus les animaux ne présentent plus de forme cachectique, selon les bénéficiaires et agent de Zone d'Appui Technique d'Elevage ZATE.

Les conflits entre agriculteurs et éleveurs ont beaucoup diminués, passant de 15 à 20 conflits par an à 2 ou 3 conflits par an.

La pratique de l'embouche s'est accrue du fait de la disponibilité des fourrages avec une amélioration du prix de vente des animaux qui sont en meilleure forme. Ainsi, le prix de vente d'une vache est passé 300.000 FCFA à 400.000 FCFA environ.

4.4.4.3. Les effets et impacts des activités du sous-programme sur l'environnement

Les activités du sous-programme dans le domaine de l'environnement ont surtout concerné les aspects suivants :

- La promotion des foyers améliorés ;
- La mise en défens des terres ;
- La protection des berges des cours d'eau avec le balisage de bande de servitude ;
- L'aménagement de forêts villageoises et communales ;
- La mise en place de bosquets scolaires.

Ces activités ont eu les effets et impacts suivants :

L'utilisation des foyers améliorés pour la préparation du dolo (bière de mil), du soumala ou des repas des ménages, a permis de réaliser une économie d'environ 50% de la quantité de bois utilisés. Ceci réduit notablement la coupe des arbres et participe à la préservation de l'environnement.

Selon une étude de l'ONG ONAIDIS (Organisation Nationale d'Appui aux Initiatives de Développement Inclusif, Solidaire et Durable) un cycle de préparation du dolo, avec un foyer amélioré, consomme environ 225 kg de bois, contre une consommation d'environ 400 kg en préparation traditionnelle, soit une économie de 175 kg de bois. Le kg de bois coûtant environ 21 FCFA, l'économie de bois réalisée correspond à une économie de 3.675 FCFA.

La sensibilisation et les formations sur les questions environnementales a conduit à une meilleure prise de conscience des populations sur la nécessité de préserver les ressources naturelles.

Les activités de protection des berges des rivières, qui ont constituées essentiellement à la sensibilisation des populations riveraines pour le respect de la bande de servitude et le reboisement, a permis de diminuer l'ensablement des lits des cours d'eau.

En outre, l'utilisation des foyers améliorés, qui dégagent moins de fumé, a réduit les maux d'yeux et les maux de tête souvent enregistrés avec le système traditionnel. Il y a aussi un gain de temps et une amélioration du confort des femmes entretenant le feu des foyers.

La mise en défens des terres et la création des forêts villageoises a conduit à une sécurisation des terres dans les forêts, à un meilleur développement de la faune et de la flore et la régénérence de la fertilité des sols dans les aires protégées.



Encadré n° 4 : Foyer dolo

Une femme, membre de l'association des dolotières de Bondoukuy, bénéficiaire d'un foyer amélioré, témoigne : « Avant nous utilisons une de charrette de bois par semaine pour la préparation du dolo maintenant avec les foyers améliorés nous utilisons une charrette par jour, en plus des économies en bois, nous gagnons en temps de cuisson, et la chaleur et la fumé ne nous attaquent plus, ce qui préserve notre santé. La demande de construction de nouveaux foyers est forte. « Nous souhaitons être formées pour aussi former les autres femmes dans les villages pour la construction de foyers dolo, de foyer pour beurre de karité et surtout de foyer de ménages qui aussi sont très utiles ». Ceci corrobore

le niveau de satisfaction des utilisatrices des foyers améliorés

4.4.4.4. Notation selon le critère majeur « Effets/Impacts »

Pour affecter une note de manière rationnelle à ce critère « Effets/Impacts » du sous-programme, l'indicateur « Coefficient d'effets/Impacts »(CEI) a été utilisé. Cet indicateur se décompose en trois facteurs (a, b, c). Il est noté sur une échelle de 1 à 5, et se calcule ainsi qu'il suit :

Les facteurs d'appréciation des effets/Impacts du sous-programme	La notation
Facteur « a » : Les Effets et impacts sur les rendements et les productions agricoles et animales	2/2
Facteur « b » : Les Effets et impacts sur la sécurité alimentaire, sur la santé, sur l'éducation et le renforcement des capacités	1/2
Facteur « c » : Les Effets et impacts sur l'environnement, les sols et les eaux	0,5/1

Le Coefficient d'effets/impacts (CEI) s'obtient ainsi qu'il suit :

$$CEI = a + b + c = 2+1+0,5= 3,5/5$$

On en conclut que le niveau d'obtention des effets et impacts est satisfaisant.

4.4.5. La mesure de la durabilité du Sous-programme BMN

La durabilité du sous-programme a été appréciée à travers 5 composantes, à savoir :

- La répliquabilité ou possibilité d'extension du sous-programme ;
- La prise en compte de la dimension environnement et préservation des ressources naturelles ;
- La prise en compte du facteur investissement dans le facteur humain, notamment dans la formation, l'information et la sensibilisation des acteurs et des bénéficiaires ;
- L'appropriation du projet par les bénéficiaires ;
- L'ancrage institutionnel à des structures pérennes.

Ainsi, on a noté que, concernant :

L'ancrage institutionnelle : L'adossement du sous-programme à des structures existantes (CRD, Communes, DREP, DREDD, DRRA et DRAH) constitue un gage de durabilité sociale et institutionnelle. L'ancrage dans le processus de décentralisation et l'intégration du sous-programme dans la SCADD et dans le PAN/LCD contribuent également à la durabilité du sous-programme.

La répliquabilité/reproductibilité : Le CPP, y compris le sous-programme BMHN, est basé sur le principe de partenariat qui requiert une mobilisation conjointe de ressources et un partage des résultats, des expériences et des enseignements tirés. Les échanges de producteur à producteur et les voyages d'études organisés pour les agriculteurs et les éleveurs ont permis l'apprentissage systématique et le développement des connaissances. Ils sont de bons vecteurs pour la dissémination des connaissances et le partage des meilleures pratiques au sein du pays et de la région. Les principales activités programmatiques du sous-programme ont jeté les bases pour la facilitation de la diffusion et de la reproduction à grande échelle à travers le pays. Par conséquent, une importante priorité a été placée sur : (i) la collecte et l'analyse des données issues des activités du sous-programme ; (ii) la mise en place d'une base de données sur les connaissances et les résultats obtenus (valorisant en particulier le savoir-faire local) ; (iii) l'éducation environnementale ; Et (iv) l'échange d'expériences entre les communautés.

La prise en compte de la dimension environnement : Le sous-programme prend largement en compte la dimension environnement et préservation des ressources naturelles. Le cas de l'intervention du sous-programme dans la réalisation de demi-lune, du zaï, des zones de mis en défens, des forêts villageoise pour la récupération de terres dégradées, ainsi que la vulgarisation des foyers améliorés en vue de la réduction de la coupe du bois, constituent des éléments forts de la prise en compte de la dimension environnement.

La formation et l'information : Le sous-programme a organisé des formations des maraîchers en techniques de maraîchage, des éleveurs en techniques de culture

fouragère et de fauche et conservation du fourrage naturel, et des agriculteurs en techniques de réalisation de cordons pierreux, de buttes de terre, etc. Des voyages d'études et des campagnes de sensibilisation ont été organisés pour les producteurs et les acteurs locaux de développement. Tout ceci constitue un investissement du sous-programme dans le renforcement des capacités et dans le facteur humain, toute chose qui constitue un gage essentiel de durabilité et de pérennisation des acquis.

L'appropriation du sous-programme par les bénéficiaires : Dans différents sites d'intervention, on constate que les bénéficiaires sont organisés en groupements villageois ou en comités de gestion pour prendre en charge le fonctionnement des sites maraîchers, la production des foyers améliorés, la protection des berges des rivières, etc.

Pour ce critère de la durabilité on a utilisé l'indicateur du « Coefficient de durabilité »(CD). Ce coefficient se décompose en cinq facteurs (a, b, c, d, e). Il est noté sur une échelle de 1 à 5, et se calcule ainsi qu'il suit :

Les facteurs d'appréciation du niveau de durabilité du sous-programme	La notation
Facteur « a » : degré de prise en compte de la dimension environnement	1/1
Facteur « b » : degré ou importance des activités de formation, d'information, de sensibilisation et de renforcement des capacités	1/1
Facteur « c » : degré de participation ou d'implication des bénéficiaires à la mise en œuvre des activités	0,5/1
Facteur « d » : degré d'ancrage du sous-programme à des structures pérennes	1/1
Facteur « e » : degré de reproductibilité ou répliquabilité du projet	0,5/1

Le Coefficient de durabilité (CD) s'obtient ainsi qu'il suit :

$$CD = a + b + c + d + e + f = 4/5$$

Le sous-programme a un bon niveau de prise en compte de la dimension durabilité.

4.4.6. Mesure de l'efficacité du sous-programme

L'analyse de l'efficacité s'est faite en faisant le rapprochement entre les résultats obtenus et les moyens utilisés. Ces moyens peuvent être de trois ordres :

- Les moyens humains ;
- Les moyens matériels ;
- Les moyens financiers.

Compte tenu des informations disponibles, l'appréciation de l'efficacité s'est faite par rapport aux ressources financières.

Concrètement, nous avons comparé le taux d'exécution technique des activités au taux d'exécution financière. Trois cas peuvent se présenter :

- Le taux d'exécution financière est supérieure au taux d'exécution technique : L'efficacité dans ce cas est faible, et selon les écarts, peut aller d'assez bon, à moyen ou médiocre.
- Le taux d'exécution financière égale le taux d'exécution technique : Alors, l'efficacité qualifiée de bonne.
- Le taux d'exécution financière est inférieur au taux d'exécution technique : Alors, l'efficacité est qualifiée de très bonne.

Le taux d'exécution financière, tel que cela ressort au tableau N° 7 du point 3.3.2 est :

$$\text{TEXF} = 93,28 \%$$

Par ailleurs, le taux d'exécution technique du projet, représenté par le Taux d'efficacité (TE), tel que cela ressort au 4.4.3. est :

$$\text{TE} = (\text{TOR} \times 2) + (\text{TRA} \times 1) / 3 = 90,44\%$$

Nous utilisons l'indicateur du taux d'efficacité (TEFF) pour apprécier le niveau d'efficacité du sous-programme. Le taux d'efficacité est le rapport entre le niveau d'exécution financière et le niveau de l'exécution technique, c'est-à-dire :

$$\text{TEFF} = \text{TE} / \text{TEXF} \times 100 = 90,44 / 93,28 \times 100 = 96,95\%$$

Etant donné que le taux d'efficacité est inférieur à 100%, cela veut dire que le niveau de l'exécution physique est inférieur au niveau de l'exécution financière. Cependant, avec ce score de 96,95%, on est assez proche des 100%. On peut donc dire que l'efficacité de la mise en œuvre est bonne.

5. LECONS APPRISES ET BONNES PRATIQUES

5.1. Les leçons apprises

Les leçons apprises de l'activité de GDT :

Le partenariat développé par le sous-programme a permis le rapprochement des structures intervenant dans la Région de la Boucle du Mouhoun qui ont ainsi appris à travailler ensemble et à collaborer pour l'atteinte d'objectifs communs de développement.

Le sous-programme, dans la définition et la mise en œuvre de ses activités, intervient selon la méthode du « faire faire » et selon le principe du « Down-Top », de bas en haut, et non selon les schémas « Top-down », du haut en bas.

Les activités de sensibilisation, d'information et de formation des acteurs de terrain ont eu pour effet de susciter une prise de conscience sur les enjeux de la préservation des ressources naturelles et de l'environnement.

Les acteurs de terrain ont mieux compris l'utilité d'intervenir en une synergie d'actions avec les autres intervenants, en mutualisant leurs moyens matériels, humains et financiers.

La pratique de la GDT a reçu un écho favorable auprès des producteurs et des services techniques qui étaient à la recherche de solutions idoines d'adaptation aux risques climatiques et de gestion de la fertilité des sols.

Les conditions de durabilité du sous-programme sont créées avec le renforcement des capacités des groupements de producteurs.

La capacité financière des producteurs est trop faible pour leur permettre d'accéder facilement aux intrants, aux équipements agricoles et aux techniques d'irrigation.

Les foyers améliorés ont constitué une réponse efficace à la difficulté grandissante de se procurer du bois de chauffage en quantité suffisante et à des distances raisonnables.

Les activités génératrices de revenus (AGR) telles que le maraichage dans les bas-fonds répondent véritablement à une attente et à un besoin des populations qui en tirent de grands bénéfices.

Les superficies affectées aux femmes dans les bas-fonds aménagés sont petites, ainsi que le nombre de bénéficiaires par rapport aux demandeurs.

Les procédures de déblocage des fonds de la contrepartie nationale n'ont pas permis de recruter et d'assurer le salaire des animateurs dont les moyens de déplacement (6 motos) ont été acquis par le PNUD.

La dissolution des Conseils municipaux et leur remplacement par les délégations spéciales a influencé négativement sur l'efficacité de la mise en œuvre des activités.

La mobilité des agents des structures décentralisées perturbe la continuité de l'exécution des protocoles d'accord de partenariat dans les zones concernées.

L'acceptation par les propriétaires terriens de la bande de servitude est l'objet de longues et âpres discussions/négociations.

La prise en charge des cadres de concertation communaux et provinciaux, malgré leur pertinence, constitue un goulot d'étranglement quant à leur financement par les parties prenantes.

5.2 Les bonnes pratiques

Les principales bonnes pratiques tirées de la mise en œuvre du sous-programme sont les suivantes :

Les foyers améliorés sont une bonne pratique pour réduire la consommation de bois.

Les cordons pierreux, les diguettes en terre et les demi-lune sont de bonnes pratiques permettant de réduire l'écoulement des eaux de pluies, de freiner l'érosion hydrique et de favoriser une meilleure infiltration de l'eau dans le sol.

La mise en défens des terres favorise la régénération naturelle des plantes et lutte contre la désertification.

La protection des berges des cours d'eau par balisage d'une bande de servitude limite l'ensablement des lits des rivières.

La culture fourragère et la coupe et conservation du fourrage naturelle permet de disponibiliser en saison sèche les aliments pour le bétail.

Les activités génératrices de revenus sont une bonne pratique pour accroître les revenus monétaires des ménages, notamment des femmes.

Les cultures maraîchères constituent des sources de revenus supplémentaires et permettent de limiter l'insécurité alimentaire et la malnutrition.

Le développement de partenariats entre différents intervenants est une bonne approche pour cultiver les synergies et mutualiser les moyens d'action.

L'implication des autorités régionales, provinciales et communales dans la mise en œuvre du sous-programme est une bonne stratégie pour assurer la durabilité des acquis et l'appropriation des actions.

L'encadrement et le suivi apportés par le sous-programme ont permis aux maraîchers de bénéficier de tous les conseils nécessaires dans la mise en œuvre de leur activité de maraîchage.

Les femmes ont acquis un leadership grâce aux revenus qu'elles tirent de l'activité de maraîchage et d'utilisation des foyers améliorés pour la préparation du dolo, du soubala et du beurre de karité.

6. CONTRAINTES ET INSUFFISANCES

Les principales contraintes et insuffisances observées ont été les suivantes :

La dissolution des Conseils municipaux qui ont été remplacés par les Délégations Spéciales. Ceci a eu pour conséquence de la lenteur dans la mise en œuvre des activités au niveau des sites d'intervention. Le contexte socio-politique national de 2015 a été à la base de cette dissolution.

Il y a eu de la lenteur dans la mise en œuvre des activités objet des protocoles par certains partenaires d'exécution. La cause en est l'insuffisance d'expertises et le manque de communication entre les acteurs au niveau des communes.

Un retard a été observé dans le démarrage de certaines activités. Ceci vient du retard intervenu dans l'installation des Conseils Municipaux dans la plupart des communes d'intervention du Sous-programme.

Il a été impossible de conduire la quasi-totalité des activités planifiées au titre du premier semestre de 2017. La raison en est la mise en place tardive des ressources par le FEM (juin 2017).

Des difficultés de paiement des salaires et autres charges du personnel (indemnités, cotisations de retraite CARFO et CNSS, frais médicaux, etc.) ont été observées, en raison du retard de décaissement des ressources, aussi bien par l'Etat que par les autres bailleurs du Sous-programme, notamment le FEM.

De la lourdeur a été observée dans le traitement des dossiers de demande de fonds de la contrepartie nationale au niveau du MEEVCC et/ou du MINEFID.

Il n'y a pas de frais de gestion pour les ONG partenaires qui conduisent certaines activités, telles que la vulgarisation des foyers améliorés, dans le cadre d'un protocole de collaboration avec le sous-programme.

Lors de l'aménagement des berges des fleuves, notamment par le balisage d'une bande de servitude d'une largeur de 100 mètres à l'intérieur de laquelle aucune activité agro-pastorale ne doit être menée, les propriétaires terriens font de la résistance, voire de l'obstruction pour libérer les espaces.

La grande mobilité des cadres des services techniques partenaires du sous-programme. Des agents avaient été formés, sensibilisés et équipés par le sous-programme et se retrouvent mutés, du jour au lendemain, dans d'autres Régions et à d'autres postes. Le travail entrepris par le sous-programme à leur endroit a dû être refait.

Une certaine lenteur et de la lourdeur ont été observées dans les procédures de déblocage des fonds, ce qui entrave l'exécution des activités prévues. Ainsi, la disponibilisation des ressources financières se fait avec du retard. Par exemple, les premiers décaissements de l'année n'ont lieu qu'en juin/juillet pour des activités devant se faire dès le mois de janvier.

Les quatre sous-programmes du CPP ont fonctionné de manière autonome les uns par rapport aux autres, sans une unité de gestion unique. Ce qui n'était pas l'idée de départ du CPP.

L'équipe de gestion du sous-programme était restreinte et ne comportait pas certains profils, tels que des experts forestiers ou en télédétection. Par ailleurs, il était prévu le recrutement d'un réseau d'animateurs de terrain pour lesquels des motos avaient même été achetées. Finalement, leur recrutement n'a pas été fait, parce que ce recrutement devait être exécuté dans le cadre de la contrepartie nationale qui a manqué de ressources.

L'analphabétisme des bénéficiaires a été un handicap et une contrainte majeure dans l'assimilation des nouvelles techniques d'agriculture, d'élevage et de préservation des ressources naturelles.

Le démarrage tardif du projet, avec six mois de retard : La signature du document du projet est intervenue en début 2012 et le démarrage des activités était prévu pour le 1^{er} janvier 2012. En réalité, les activités ont commencé en juin 2012.

La faible capacité financière des producteurs ; Ceci les limite dans l'acquisition des intrants et des équipements agricoles.

Les difficultés d'écoulement et de commercialisation des produits maraîchers. Celles-ci causent des pertes économiques pour les maraîchers.

L'insuffisance de fonds de roulement pour la conduite et l'expansion des AGR.

L'insuffisance des terrains aménagés face à la demande des populations.

Le manque de charrettes pour transporter les produits maraîchers des champs vers les villes et les marchés

7. RECOMMANDATIONS

Recommandations adressées au PNUD, au FEM et au Gouvernement du Burkina Faso

N°1 : Renouveler le programme CPP, notamment le sous-programme de la BMHN, en étendant les activités à d'autres villages, d'autres communes, voire d'autres Régions, et en prenant en compte, en plus des activités conduites lors de la première phase, d'autres types d'activités telles les forages, la fabrication des aliments pour bétail, les parcs à vaccination, etc.

N°2 : Veiller, lors de l'élaboration de la deuxième phase du programme, à ce que le CPP soit véritablement un programme unique et cohérent, et non une juxtaposition de sous-programmes autonomes. Le programme devrait ainsi avoir une coordination nationale ayant sous sa responsabilité des coordinations régionales ou antennes opérant dans les Régions.

N°3 : Veiller à étoffer le personnel du sous-programme avec un spécialiste en télédétection, un spécialiste en eau et forêt et un réseau d'animateurs villageois délivrant un accompagnement de proximité.

N°4 : Poursuivre les activités de DRS/CES en améliorant le système en prenant en compte la location de camions pour le transport des moellons dans le cadre de la réalisation des cordons pierreux.

N°5 : Faire en sorte qu'il n'y ait pas de temps-mort entre deux phases du programme, afin d'éviter les déperditions des acquis et maintenir en place le personnel déjà expérimenté.

N°6 : Promouvoir la généralisation et l'intensification de la culture maraîchère, à la fois pendant la saison sèche et la saison des pluies.

N°7 : Elargir le partenariat à des acteurs grandes utilisatrices des ressources naturelles comme la SOFITEX et l'Union Nationale des Producteurs de Coton du Burkina (UNPCB), dans la mise en oeuvre des activités.

Recommandations pour le PNUD et le programme CPP

N°1 : Capitaliser et vulgariser davantage les outils et bonnes pratiques du programme et améliorer leur communication et leur large diffusion à tous les intervenants dans la production agro- sylvo- pastorale.

N°2 : Envisager une prolongation, sans incidence financière, de six mois de la phase actuelle du sous-programme, compte tenu du démarrage des activités effectué avec six mois de retard.

Recommandations adressées au Gouvernement et à ses services techniques

N°1 : Mettre l'accent sur l'auto-évaluation critique du sous-programme au cours de laquelle il sera demandé aux producteurs-bénéficiaires quelle est leur degré d'implication dans l'identification et la mise en œuvre des activités, et dans la fourniture des données.

N°2 : Rendre effectif et opérationnel le cadre de concertation nationale sur la gestion durable des terres. Cet organe devra rassembler les acteurs de la sauvegarde de l'environnement. Les textes fondateurs de cette instance ont été élaborés mais ne sont pas encore adoptés.

Recommandations adressées au PNUD et au FEM

N°1 : Améliorer la procédure de déblocage de fonds pour une mise à disposition à temps des fonds par le PNUD et le FEM.

N°2 : Prévoir des frais administratifs ou frais de gestion pour les ONG nationales partenaires avec lesquelles le programme est amené à requérir des services.

Annexes

Annexe N°1 : PLAN D' ACTIONS POUR LA MISE EN ŒUVRE DES RECOMMANDATIONS

Recommandations	Actions à prendre	Commentaires du PNUD	Dates cibles	Responsables	Etat de mise en œuvre
Renouveler le programme CPP, notamment le sous-programme de la BMHN, en étendant les activités à d'autres villages, communes et Régions, et en prenant en compte, en plus des activités conduites lors de la première phase, d'autres types d'activités telles les forages, la fabrication des aliments pour bétail, les parcs à vaccination, etc.	<p>Mettre en place un comité d'élaboration de la phase II du CPP</p> <p>Elaborer le Prodoc du CPP II</p> <p>Intégrer les nouvelles activités dans le PRODOC du CPP II</p> <p>Mobiliser des ressources pour financer les activités du CPP II</p>		Février 2018	PNUD et Gouvernement du Burkina Faso	Non encore mise en œuvre
Veiller, lors de l'élaboration de la deuxième phase du programme, à ce que le CPP soit véritablement un programme unique et cohérent, et non une juxtaposition de sous-programmes autonomes. Le programme devrait ainsi avoir une coordination nationale ayant sous sa responsabilité des coordinations régionales opérant dans les Régions.	<p>Intégrer les dispositions relatives à une coordination nationale et des antennes régionales CPP dans le PRODOC de la phase II</p> <p>Mobiliser des ressources supplémentaires pour couvrir ces dispositions</p>		Juin 2018	PNUD et Gouvernement du Burkina Faso	Non encore mise en œuvre
Veiller à étoffer le personnel du sous-programme avec (un spécialiste en télédétection) et un expert forestier.	Intégrer les dispositions relatives à une coordination bien étoffée en personnel		Juin 2018	PNUD et Gouvernement du Burkina	Non encore mise en œuvre

	<p>dans le PRODOC de la phase II</p> <p>Mobiliser des ressources supplémentaires pour couvrir ces dispositions</p>			Faso	
<p>Poursuivre les activités de DRS/CES et améliorer le système en prévoyant la location de camion pour le transport des moellons dans le cadre de la réalisation des cordons pierreux</p>	<p>Intégrer les nouvelles activités dans le prodoc de la phase II</p> <p>Mobiliser des ressources supplémentaires pour couvrir ces dispositions</p>		Juin 2018	PNUD et Gouvernement du Burkina Faso	Non encore mise en œuvre
<p>Prévoir, au cours de la deuxième phase, le recrutement d'un réseau d'animateurs de terrain qui délivreront une assistance technique de proximité et qui sont essentiels pour la sensibilisation et le suivi rapproché des bénéficiaires.</p>	<p>Intégrer les nouvelles activités dans les PTBA</p> <p>Intégrer les nouvelles activités dans le PRODOC du Projet phase II</p> <p>Mobiliser des ressources supplémentaires pour financer les nouvelles activités</p>		Juin 2018	PNUD et Gouvernement du Burkina Faso	Non encore mise en œuvre
<p>Faire en sorte qu'il n'y ait pas de temps-mort entre deux phases d'un projet, afin d'éviter la déperdition des acquis</p>	<p>Organiser une réunion de concertation entre les PTF et le Gouvernement pour décider des dispositions à prendre à cet effet</p>		Février 2018	PNUD, FEM et Gouvernement du Burkina Faso	Non encore mise en œuvre
<p>Promouvoir la généralisation et l'intensification de la pratique de la culture maraîchère, à la fois pendant la saison sèche et la saison des pluies.</p>	<p>Intégrer les nouvelles activités dans le PRODOC de la phase II</p>		Juin 2018	PNUD et Gouvernement du Burkina Faso	Non encore mise en œuvre

	Mobiliser des ressources supplémentaires pour financer les nouvelles activités				
Capitaliser et vulgariser davantage les outils et bonnes pratiques du projet et améliorer leur communication et leur large diffusion à tous les intervenants dans la production agro- sylvo-pastorale	Diffuser largement le document déjà produit sur les bonnes pratiques Organiser des ateliers de formation et d'information sur les bonnes pratiques		Février 2018	PNUD et CPP	En cours et à poursuivre
Envisager une prolongation, sans incidence financière, de six mois de la phase actuelle du sous-programme, compte tenu du démarrage des activités effectué avec six mois de retard.	Organiser une réunion de concertation entre le PNUD et le Gouvernement sur la question Mettre en œuvre les décisions prises y relatives		Février 2018	PNUD et gouvernement du Burkina Faso	Non encore mise en œuvre
Mettre l'accent sur l'auto-évaluation critique du sous-programme au cours de laquelle il sera demandé aux producteurs-bénéficiaires quelle est leur implication dans l'identification et la mise en œuvre es activités, et dans la fourniture des données.	Ecrire les TDR de cette auto-évaluation Intégrer l'auto-évaluation dans le Prodoc de la phase II du CPP		Février 2018	PNUD et gouvernement du Burkina Faso	Non encore mise en œuvre
Rendre effectif et opérationnel le cadre de concertation nationale sur la gestion durable des terres. Cet organe devra rassembler les acteurs de la sauvegarde de l'environnement. Les textes fondateurs de cette instance ont été	Adopter en conseil de Ministres les textes fondateurs déjà élaborés Mettre en place le cadre de		Février 2018	Gouvernement du Burkina Faso	Non encore mise en œuvre

élaborés mais ne sont pas encore adoptés.	concertation Prévoir son budget de fonctionnement				
Améliorer la procédure de déblocage de fond pour une mise à disposition à temps des fonds par le PNUD et le FEM.	Prendre des dispositions au niveau du PNUD et du FEM pour alléger les procédures de déblocage des fonds		Février 2018	PNUD et FEM	Non encore mise en œuvre
Prévoir des frais administratifs ou frais de gestion pour les ONG nationales partenaires avec lesquelles le projet est amené à requérir des services.	Prendre en compte les frais de gestion dans les procédures du PNUD et du FEM		Février 2018	PNUD et FEM	Non encore mise en œuvre

Annexe N° 2 : Liste des personnes rencontrées

Liste des gestionnaires et partenaires d'exécution du programme

Noms et prénoms	Titres	Structures
Dr Sibidou SINA	Secrétaire général du Ministère de l'Environnement et de l'Economie Verte et des Changements Climatiques	MEEVCC
Tankouano Jérôme Michel	Coordinateur National CCP	Coordination Nationale
Ouedraogo Seydou	Membre du COPIL CPP Coordination nationale	Confédération Paysanne du Faso CPF
Sidibé Norbert	Directeur ONDD	ONDD
Doukhoum Adama	Coordinateur National Muraille verte	Muraille Verte
Gougounga Justin	Secrétaire Permanent CNDD	SP/CNDD
Ouedraogo Pamoussa	Coordinateur technique	SP/CNDD
Ouoba Michel	Directeur Général des Etudes et de la Statistique	DGES MEEVCC
Sere Yacouba	Directeur Coordination des Projet/Programme	DGES MEEVCC
Ilboudo Boubacar	Directeur Formulation des Politiques	DGES MEEVCC
Sam François	Directeur de la Prospective & Planification Opérationnelle	DGES MEEVCC
Bombiri Paul	Directeur de la statistique Sectoriel	DGES MEEVCC
Drabo Drissa	Directeur du Suivi Evaluation et Capitalisation	DGES MEEVCC
Yoda Mamadou	Coordinateur CPP BM	Unité de Gestion et de Coordination CPP BM
Kinda Abasse	Expert Suivi Evaluation	Unité de Gestion et de Coordination CPP BM
Barro Sy	Expert en planification	Unité de Gestion et de Coordination CPP BM

Structures Partenaires BM

Ouedraogo Jeremie Kouka	Secrétaire général de la Région de la BM	Ministère de l'Administration
Balma Souleymane	Chef de service du Développement Durable Point Focal CPP	Agence de l'eau

Kologo Barthelemy	Suivi Evaluation	Agence de l'eau BM
OubdaIssaka	Comptable	Agence de l'eau BM
Saba S. David	Directeur régional de l'Environnement	Direction régionale de l'Environnement de l'Economie verte et des changements climatiques BM
OuedraogoOusseni	Chef Service de la préservation environnementale	Direction régionale de l'Environnement de l'Economie verte et des changements climatiques BM
OuedraogoBourahiman	Chef service Espaces et Aménagements pastoraux Point focal CPP	Direction régionale des Ressources Animales et Halieutiques BM
SawadogoOumarou	Directeur Régional de l'Agriculture et des Aménagements Hydrauliques	Direction Régional de l'Agriculture et des Aménagements Hydrauliques BM
SanouSoungalo	Point focal CPP	Direction Régional de l'Agriculture et des Aménagements Hydrauliques BM
Seribie N Nouhoun	Organisation Nationale d' Appui aux Initiatives de Développement Inclusif, Solidaire et Durable (ONADIS)	ONADIS Dedougou
Zongo Moussa Miche	Trésorier	ONADIS
Dala Arthur	Service technique	ONADIS
OuedraogoMahamadi	Suivi Evaluation	PNGT 2-3
Ouedraogo Wenceslas	Renforcement des capacités	PNGT 2-3
Sanou Ahmed Aboubacar	Coordinateur PACOF	PACOF
Sanou Idriss	Secrétaire Général Maire de Sono	Sono
KaboréSebastien	Préfet Sono membre CLE	Sono
OuedraogoLassané	Chef de Zone d' Appui technique Elevage	Bondokuy
OuedraogoSalifou	Chef de Zone d' Appui technique Agriculture	Bondokuy

Liste des Bénéficiaires		
Sangaré Kalifa	Agro pasteur	Bondokuy
Coulibaly Koraboum	Présidente Association dolotière	Association dolotièreBondokuy
Coulibaly Mama	Vice-présidente Association dolotière	Association dolotière
Coulibaly Georgette	Secrétaire Association dolotière	Association dolotière
Fofana Mariam	membre	Association dolotière
GanouAissata	membre	Association dolotière

Coulibaly Adofini	membre	Association dolotière
DofinizaSalimata	membre	Association dolotière
GnanouHezita	membre	Association dolotière
Bonzi Ami	membre	Association dolotière
Coulibaly Marceline	membre	Association dolotière
Coulibaly Tiham	membre	Association dolotière
KahoSaberehan	membre	Association dolotière
Coulibaly Rosalie	membre	Association dolotière
Seni Lucie	membre	Association dolotière
CulobalyDanye	membre	Association dolotière
BicabaHagnodé	membre	Association dolotière
Coulibaly Yepan	membre	Association dolotière
Coulibaly Gnimien	membre	Association dolotière
Konaté Mariam	Secrétaire Association productrice de Soumbala/beurre de Karité	Association productrice de Soumbala/beurre de Karité
DoyéZata	membre	Association productrice de Soumbala/beurre de Karité
Gnanou Mariam	membre	Association productrice de Soumbala/beurre de Karité
Touré Zarata	membre	Association productrice de Soumbala/beurre de Karité
GnessienMawa	membre	Association productrice de Soumbala/beurre de Karité
Coulibaly Adjara	membre	Association productrice de Soumbala/beurre de Karité
Coulibaly Fatimata	membre	Association productrice de Soumbala/beurre de Karité
GnemeMinata	membre	Association productrice de Soumbala/beurre de Karité
Coulibaly Mariam	membre	Association productrice de Soumbala/beurre de Karité
Coulibaly Haoussata	membre	Association productrice de Soumbala/beurre de Karité
Bicaba Antoine	Président comité de gestion Bas fond de Toun	Comité de gestion Bas fond de Toun
SawadogoIssaka	Secrétaire	comité de gestion Bas fond de Toun
Kouanda Seydou	Trésorier	comité de gestion Bas fond de Toun
BicabaSeraphin	Conseiller	comité de gestion Bas fond de Toun
Sama Athanase	membre	comité de gestion Bas fond de Toun
Bicaba Eloge	membre	comité de gestion Bas fond de Toun
Sama George	membre	comité de gestion Bas fond de Toun
Kientega Thomas	membre	comité de gestion Bas fond de Toun
Kaboré Mariam	membre	comité de gestion Bas fond de Toun
Bonkougou Awa	membre	comité de gestion Bas fond de Toun
Bicaba Fleur	membre	comité de gestion Bas fond de Toun
SawadogoKorotimie	membre	comité de gestion Bas fond de Toun
SabfoBibata	membre	comité de gestion Bas fond de Toun

MaigaKorotimie	membre	comité de gestion Bas fond de Toun
Simdé Souleymane	membre	comité de gestion Bas fond de Toun
KanazoéBibata	membre	comité de gestion Bas fond de Toun
Zerbo Issa	membre	comité de gestion Bas fond de Toun
Bicaba innocent	membre	comité de gestion Bas fond de Toun

Annexe N°3 : MATRICE DE L'ÉVALUATION DU SOUS-PROGRAMME BMHN DU CPP

MATRICE DE L'ÉVALUATION DU SOUS-PROGRAMME BMHN DU CPP					
Critères majeurs d'évaluation	Indicateurs	Facteurs d'appréciation	Questionnaires-clés	Sources de données	Méthode de collecte de données
La pertinence du sous-programme Boucle du Mouhoun par rapport aux OMD/ODD, à la SCADD, aux priorités nationales et régionales et aux priorités du Système des Nations Unies	<p>Coefficient de pertinence (CP)</p> <p>$CP = a + b + c + d + e = ou < 5$</p>	<p>Facteur « a » : degré d'alignement des objectifs et activités du sous-programme avec les priorités nationales définies dans la SCADD, les besoins et attentes des populations, les défis majeurs du pays</p> <p>Facteur « b » : degré d'alignement des objectifs et activités du sous-programme avec les objectifs du Programme d'Action National de Lutte Contre la Désertification (PAN/LCD) et de la Stratégie de Développement Rural (SDR).</p> <p>Facteur « c » : degré d'alignement des objectifs et activités du sous-programme avec les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD)/ Objectifs de Développement Durable (ODD)/UNDAF</p> <p>Facteur « d » : degré d'alignement des objectifs et activités du sous-programme avec les objectifs et priorités définis dans les politiques et stratégies régionales (UEMOA et CEDEAO)</p>	<p>Le sous-programme est-il en cohérence avec la SCADD, les priorités nationales et les attentes des populations bénéficiaires?</p> <p>Le Sous-programme est-il en cohérence avec le Programme d'Action National de Lutte Contre la Désertification (PAN/LCD) et de la Stratégie de Développement Rural (SDR)?</p> <p>Le sous-programme est-il en cohérence avec les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD)/ Objectifs de Développement Durable (ODD) et avec l'UNDAF?</p> <p>Le sous-programme est-il en cohérence avec les objectifs et priorités définis dans les politiques et stratégies régionales (UEMOA et CEDEAO)</p>	<p>Document de la SCADD</p> <p>Document du PAN/LCD</p> <p>Document de la SDR</p> <p>Prodoc du CPP</p> <p>Rapport d'évaluation à mi-parcours du Sous-Programme BMHN</p> <p>Rapports annuels d'activités du Sous-programme BMHN</p>	<p>Exploitation documentaire</p> <p>Entretiens avec les bénéficiaires</p> <p>Entretiens avec les services techniques du gouvernement</p>
		Facteur « a » : Degré de réalisation des activités	Quel est l'état de mise en œuvre des activités?	Rapports annuels	Exploitation documentaire

MATRICE DE L'ÉVALUATION DU SOUS-PROGRAMME BMHN DU CPP

Critères majeurs d'évaluation	Indicateurs	Facteurs d'appréciation	Questionnaires-clés	Sources de données	Méthode de collecte de données
L'efficacité du sous-programme BMHN	<p>Coefficient d'efficacité »(CE).</p> <p>CE = a+b+c= ou < 5</p>	<p>Facteur « b » : Degré d'obtention des résultats attendus</p> <p>Facteur « c » : Degré d'atteinte des objectifs préalablement fixés</p>	<p>Quel est le degré d'obtention des résultats attendus?</p> <p>Quel est le niveau d'atteintes des objectifs du sous-programme?</p>	d'activités du Sous-programme BMHN	<p>Entretiens avec les bénéficiaires</p> <p>Visite in situ des réalisations</p>
Les effets/impacts du sous-programme BMHN	<p>Coefficient des effets et impacts (CEI)</p> <p>CEI = a+ b + C = ou supérieur à 5</p>	<p>Facteur « a » : Incidence du sous-programme sur l'état des ressources naturelles</p> <p>Facteur « b » : Incidence du sous-programme sur la résilience des populations et leurs conditions de vie</p> <p>Facteur « c » : Incidence du sous-programme sur les capacités des populations à s'adapter aux changements climatiques</p>	<p>Quels sont les principaux effets et impacts du sous-programme?</p> <p>Quel est l'incidence du sous-programme sur la fertilité des sols, sur la conservation des eaux et des sols et sur la préservation de l'environnement?</p> <p>Quel est l'incidence du sous-programme sur les rendements et productions agricoles, sur la sécurité alimentaire et sur les productions animales?</p> <p>Quelle est l'incidence du sous-programme sur les capacités des populations à s'adapter aux changements climatiques?</p>	<p>Rapport d'évaluation à mi-parcours du Sous-Programme BMHN</p> <p>Rapports annuels d'activités du Sous-programme BMHN</p>	<p>Exploitation documentaire</p> <p>Entretiens avec les bénéficiaires</p> <p>Visite in situ des réalisations</p>

MATRICE DE L'ÉVALUATION DU SOUS-PROGRAMME BMHN DU CPP

Critères majeurs d'évaluation	Indicateurs	Facteurs d'appréciation	Questionnaires-clés	Sources de données	Méthode de collecte de données
L'efficacité du sous-programme BMHN	<p>Coefficient d'efficacité (CEF)</p> <p>$CEF = a+b+c+d$ ou < 5</p>	<p>Facteur « a » : Degré d'efficacité par rapport à la réalisation des activités</p> <p>Facteur « b » : Degré d'efficacité par rapport à l'obtention des résultats</p> <p>Facteur « c » : Degré d'efficacité par rapport à l'atteinte des objectifs</p> <p>Facteur « d » : Degré d'efficacité par rapport à l'utilisation du temps et des ressources humaines</p>	<p>Quels ont été les moyens financiers utilisés?</p> <p>Quels ont été les moyens humains utilisés?</p> <p>Quels ont été les moyens matériels utilisés?</p> <p>Quel est le taux d'exécution financière du sous-programme, Quel est le taux d'exécution technique du sous-programme?</p> <p>Quel est le degré d'adéquation entre le taux d'exécution financière et le taux d'exécution technique?</p>	<p>Rapports d'exécution financière</p> <p>Rapports d'exécution techniques</p> <p>Rapports annuels d'activités</p> <p>Rapport de l'évaluation à mi-parcours</p>	<p>Exploitation documentaire</p> <p>Entretiens avec les bénéficiaires</p> <p>Visite in situ des réalisations</p>
La durabilité du sous-programme BMHN	<p>Le Coefficient de durabilité (CD)</p> <p>$CD = a + b + c + d + e$ ou < 5</p>	<p>Facteur « a » : degré de persistance des résultats ou impacts du sous-programme à la fin des activités et à la cessation du financement</p> <p>Facteur « b » : degré ou importance des activités de formation, d'information, de sensibilisation et de renforcement des capacités</p> <p>Facteur « c » : degré de participation ou d'implication des bénéficiaires à la mise en œuvre du sous-programme</p>	<p>Est-ce que les effets et impacts du Sous-programme vont-ils persister à la fin des financements?</p> <p>Est-ce que les activités de formation, d'information et de sensibilisation ont été importantes?</p> <p>Est-ce les bénéficiaires du sous-programme ont participé à la mise en œuvre des activités?</p>	<p>Rapport d'évaluation à mi-parcours du Sous-Programme BMHN</p> <p>Rapports annuels d'activités du Sous-programme BMHN</p>	<p>Exploitation documentaire</p> <p>Entretiens avec les bénéficiaires</p>

MATRICE DE L'ÉVALUATION DU SOUS-PROGRAMME BMHN DU CPP

Critères majeurs d'évaluation	Indicateurs	Facteurs d'appréciation	Questionnaires-clés	Sources de données	Méthode de collecte de données
		<p>Facteur « d » : degré d'appropriation ou d'utilisation par les bénéficiaires des outils élaborés ou fournis par le sous-programme</p> <p>Facteur « e » : degré de reproductibilité ou répliquabilité des activités</p>	<p>Est-ce que les bénéficiaires se sont appropriés des outils mis au point par le sous-programme?</p> <p>Est-ce que le sous-programme est reproductible à plus grande échelle?</p>		Visite in situ des réalisations
Le degré de prise en compte de la dimension « genre »	<p>Le Coefficient Genre » (CG</p> <p>$CG = a+b =$ ou < 5</p>	<p>Facteur « a » : degré d'intégration de la dimension genre dans la conception, la mise en œuvre et le suivi-évaluation du sous-programme</p> <p>Facteur « b » : degré de contribution du sous-programme à la promotion de l'égalité des genres, à l'autonomisation de la femme, à l'accès aux droits humains et à l'émergence des mécanismes d'inclusion</p>	<p>Est-ce que la dimension la dimension genre a été prise en compte dans la conception, la mise en œuvre et le suivi-évaluation du sous-programme?</p> <p>Quel a été le degré de contribution du sous-programme à la promotion de l'égalité des genres, à l'autonomisation de la femme, à l'accès aux droits humains et à l'émergence des mécanismes d'inclusion?</p>	<p>Rapport d'évaluation à mi-parcours du Sous-Programme BMHN</p> <p>Rapports annuels d'activités du Sous-programme BMHN</p>	<p>Exploitation documentaire</p> <p>Entretiens avec les bénéficiaires</p> <p>Visite in situ des réalisations</p>

Annexe N° 4: Les guides d'entretiens

GUIDE D'ENTRETIEN POUR LE PNUD ET LE FEM

1. Quel a été le processus de formulation du sous-programme ?
2. Quel a été le dispositif de pilotage, de coordination et de mise en œuvre du sous-programme ? Les insuffisances ou difficultés rencontrées ?
3. Quel est le dispositif de suivi-évaluation et de rapportage mis en place ? Les insuffisances et difficultés rencontrées ?
4. Quelle est votre appréciation sur l'exécution technique du sous-programme ?
5. Quelle est votre appréciation sur l'exécution financière du sous-programme ?
6. Selon vous, quels ont été les principaux acquis du sous-programme ?
7. Selon vous, quelles ont été les principales insuffisances et difficultés du sous-programme ?
8. Selon vous, quelles ont été les principales leçons apprises du sous-programme ?
9. Quels sont les principaux effets et impacts du sous-programme ?
10. Quel est le niveau de pertinence du sous-programme par rapport à la SCADD, aux OMD/ODD ?
11. Quel est le degré d'alignement du sous-programme par rapport aux programmes pays des agences du SNU et à l'UNDAF ?
12. Quels sont les éléments de prise en compte de la dimension « durabilité » du sous-programme ?
13. Quels sont les éléments de prise en compte de la dimension « genre » du sous-programme ?
14. Quels sont les éléments pouvant attester que la mise en œuvre du sous-programme s'est faite avec efficacité et efficience ?
15. Selon vous, quelles peuvent être les principales recommandations à formuler pour la suite de l'intervention du PNUD et FEM ?

GUIDE D'ENTRETIEN POUR L'UNITE DE COORDINATION DU SOUS-PROGRAMME

1. Quel a été le dispositif de pilotage et de coordination de la mise en œuvre du sous-programme ? Comment a-t-il fonctionné ? Les acquis, les points forts et les points faibles ? Les propositions d'amélioration ?

2. Quel a été système de rapportage et de communication mis en place pour le sous-programme ? Comment le rapportage du sous-programme a-t-il fonctionné ? Forces et faiblesses ? proposition d'amélioration ?
3. Quel a été le système de suivi-évaluation mis en place pour le sous-programme ? Comment a-t-il fonctionné ? Les points forts et les points faibles ? Les propositions d'amélioration ?
4. Les recommandations de l'évaluation à mi-parcours ont-elles été mises en œuvre ? Sinon, pourquoi ?
5. Les livrables dans le cadre du suivi-évaluation ont-ils été produits, et à bonne dates, et de bonne qualité ?
6. Les risques envisagés lors de la formulation du CPP se sont-ils manifestés ? Si oui lesquels ? si oui quelle incidence ont-ils eu ?
7. Quels ont été les principales contraintes rencontrées au cours de la mise en œuvre du sous-programme ?
8. Quels ont été les principaux acquis du sous-programme ?
9. Quels sont les principaux enseignements tirés de la mise en œuvre ?
10. Les interventions du sous-programme ont-elles été de qualité et ont-elles répondu aux attentes des bénéficiaires ?
11. Quel a été le processus de formulation du sous-programme ?
12. Quelle est votre appréciation sur l'exécution technique du sous-programme ?
13. Quelle est votre appréciation sur l'exécution financière du sous-programme ?
14. Quels sont les contributeurs financiers du sous-programme et quel a été l'apport financier de chaque contributeur ?
15. Quel est budget global du sous-programme ?
16. Quel a été le budget dépensé et le taux d'exécution financière ?
17. Selon vous, quels ont été les principaux acquis du sous-programme ?
18. Selon vous, quelles ont été les principales insuffisances et difficultés du sous-programme ?
19. Selon vous, quelles ont été les principales leçons apprises du sous-programme ?
20. Quels sont les principaux effets et impacts ?
21. Quel est le niveau de pertinence du sous-programme par rapport à la SCADD et aux OMD/ODD.
22. Quel est le degré d'alignement du sous-programme par rapport aux programmes pays des agences du SNU(UNDAF)?
23. Quels sont les éléments de prise en compte de la dimension « durabilité » du sous-programme ?
24. L'approche actuelle de renforcement des capacités des intervenants et des bénéficiaires du sous-programme entraine-t-elle une meilleure appropriation des outils de gestion et de la durabilité des résultats ?
25. Le dispositif de suivi évaluation permet-il de prendre des décisions idoines ?
26. Le rapportage permet- il de faire une communication efficace pour la visibilité des résultats ?
27. Quels sont les éléments de prise en compte de la dimension « genre » du sous-programme ?
28. Quels sont les éléments pouvant attester que la mise en œuvre du sous-programme s'est faite avec efficacité et efficience ?

29. Selon vous, quelles peuvent être les principales recommandations à formuler pour la suite de l'intervention du PNUD et du FEM ?

INFORMATIONS FINANCIERES DU SOUS-PROGRAMME

Tableau N° 1 : Exécution financière du SOUS-PROGRAMME

Résultats attendus du sous-programme	Budget prévisionnel	Budget dépensé	Taux d'exécution financière
Résultat attendu N°1			
Résultat attendu N°2			
Résultat attendu N°3			
Résultat attendu N°4			
Total Sous-programme			

Tableau N° 2 : Répartition des ressources financières du sous-programme par composante

Résultats attendus du sous-programme	Budget prévisionnel	Budget effectivement mobilisé	Taux de mobilisation financière
Résultat attendu N°1			
Résultat attendu N°2			
Résultat attendu N°3			
Résultat attendu N°4			
Total du sous-programme			

Tableau N° 3 : Source de financement du sous-programme

Sources de financement	Montant du financement	Taux de financement par source de financement
Le PNUD		
Le FEM		
La contrepartie nationale		
Les bénéficiaires		
Total		

GUIDE D'ENTRETIEN AVEC LES POPULATIONS BENEFICIAIRES

1. Quels sont vos principaux besoins cruciaux pour lesquels vous souhaitez qu'on y trouve prioritairement une solution ?
2. Le sous-programme a-t-il amélioré les rendements et les productions agricoles ?
3. Le sous-programme a-t-il amélioré l'effectif et la santé du cheptel ?
4. Vos revenus agricoles se sont-ils améliorés du fait du sous-programme ?
5. Le sous-programme a-t-il contribué à atténuer les soudures, les crises alimentaires, les disettes et la malnutrition ?
6. Le sous-programme a-t-il contribué à améliorer vos conditions de vie : l'éducation des enfants et la santé des membres de la famille ?
7. Est-ce le nombre des conflits entre agriculteurs et éleveurs a diminué ?
8. Est-ce que le nombre des feux de brousse a diminué ?
9. Est-ce que coupe abusive du bois a été réduite ?
10. Est-ce que la divagation des animaux a baissée ?
11. Quels sont les effets/impacts du sous-programme sur la fertilité des sols, sur l'érosion ? sur la déforestation ? sur la préservation de la faune sauvage ?
12. Quelles sont les activités de défense et de restauration des sols, et de conservation des eaux et des sols que vous avez réalisées avec l'appui du sous-programme ?
13. Quels sont vos besoins et attentes non satisfaits par le sous-programme ?
14. Quel a été votre niveau de participation dans l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi-évaluation du sous-programme ?
15. Y a-t-il des besoins dans le domaine de la résilience aux changements climatiques qui ne sont pas encore satisfaits ? Si oui, les quels ? Que faudrait-il envisager pour y remédier ?
16. Êtes-vous en mesure d'assurer la gestion des ressources naturelles de façon autonome sans l'intervention du projet ?
17. Selon vous quel sont les grands acquis du projet et que faut-il faire afin que ceux-ci restent durables ?

GUIDE D'ENTRETIEN AVEC LES SERVICES TECHNIQUES CONCERNES DU GOUVERNEMENT

1. Quels sont les changements survenus dans la situation de développement du Burkina Faso et dans l'environnement externe et interne du sous-programme : nouveaux défis et enjeux, nouvelles opportunités, etc. ?
2. Quels a été votre niveau de participation dans l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi-évaluation du sous-programme ?
3. Quel est votre niveau de participation éventuelle au comité de suivi et/ou de pilotage ?
4. Faites-vous éventuellement des propositions de réorientation stratégique aux sessions de COPIL ?
5. Quels ont été les principaux acquis du sous-programme ?
6. Quelles ont été les principales insuffisances et contraintes observées dans la mise en œuvre du sous-programme ?
7. Quels ont été les principaux enseignements tirés de la mise en œuvre du sous-programme ?
8. Quelles recommandations avez-vous à formuler pour la poursuite de l'intervention du PNUD et FEM ?
9. Quel est le degré d'alignement ou de cohérence du sous-programme avec la SCADD ? les OMD/ODD ?

GUIDE D'ENTRETIEN AVEC LES PTF

1. Avez-vous connaissance de l'état d'avancement du CPP Boucle du Mouhoun par des rapports ou participez-vous au COPIL ? Intervenez-vous dans les orientations stratégiques du CPP ?
2. Quelles sont selon vous les acquis du projet ?
3. Quelles sont selon vous les faiblesses qui méritent d'être améliorées en termes d'exécution du projet ?

4. Êtes-vous prêts à continuer le financement du sous-programme si oui/non pourquoi ?
5. Êtes-vous prêts à accompagner techniquement le sous-programme si oui/non pourquoi ?
6. Êtes-vous satisfaits de la communication/ visibilité des résultats

Annexe N° 5 : Liste des documents consultés

Arrêté 2013-193/MEDD/CAB portant création du comité de pilotage du CPP

Arrêté conjoint 2012-025/MEDD/MEF portant création du CPP

Burkina Faso. SCADD Stratégie de croissance accélérée et de développement durable 2011-2015. Version définitive mars 2011.

Burkina Faso. Politique Nationale de Développement Durable au Burkina Faso PNDR Octobre 2013

Burkina Faso Programme National du Secteur Rural (PNSR) 2011-2015. juillet 2012

Burkina Faso Stratégie de développement Rural SDR 2014

Convention des Nations Unies sur la lutte contre la Désertification 2014
CPP-BMH./ PTBA et rapports annuels 2012 à 2016

CPP-BMH. Gestion durable des terres dans la région de la Boucle du Mouhoun: expériences passées et en cours. Aout 2014

CPP-Boucle du Mouhoun. Situation de référence du sous-programme. Décembre 2013

Gouvernement BF/PNUD. Sous-programme de la Région de la Boucle du Mouhoun du Programme National de Partenariat pour la Gestion Durable des Terres (CPP/BMH), document de projet

Loi n° 034 portant régime foncier en milieu rural 2009

MEDD/NEPAD, Aout 2014. Cadre Stratégique d'Investissement en gestion durable des terres (CSI-GDT), rapport final

MEDD/CPP, novembre 2011. Les bonnes pratiques de gestion durable des terres au Burkina Faso. Arrêté 2013-104/MEDD/CAB portant création du comité de pilotage du sous-programme de la région de la Boucle du Mouhoun du CPP

Plateforme régionale de partenariat pour la gestion durable des terres. Rapport d'évaluation du plan annuel d'investissement multipartite régional (PAIMR) en matière de gestion durable des terres/gestion des ressources naturelles/ 2014 ;

MERH/CPP/PNUD/GEF. Elaboration d'un plan d'actions multipartite Régional en matière de gestion durable des terres (PAMR-GDT) de la Boucle du Mouhoun. Rapport final, décembre 2015

PNUD. PIMS 3969 : Sous-programme de la Région de la Boucle du Mouhoun du Programme National de Partenariat pour la Gestion Durable des Terres (CPP/BMH). Document de Projet,

PNUD Rapport sur le développement Humain durable 2016

PNUD-CPP. Mission d'évaluation à mi-parcours du Sous-Programme coordination nationale du programme national de partenariat pour la gestion durable des terres (GDT). Rapport Final, Nov 2014

PNUD. Plan d'Action du Programme de pays 2011-2015 (CPAP), Burkina Faso

SP-CONEDD/Division du Développement des Compétences de l'Information et du Monitoring de L'Environnement. Rapport d'exécution des travaux de cartographie en appui à la mise en œuvre du projet CPP-BMH. Sept 2013

UEMOA Rapport semestriel d'exécution de la surveillance multilatérale Juillet 2017

UNDAF Plan cadre de coopération entre la Nations Unies et le Gouvernement 2011-2015